

LA MANŒUVRE GLOBALE,

cadre général de la contre rébellion



Sommaire n° 19

DOCTRINE

- Au niveau stratégique, l'approche globale constitue aujourd'hui une nécessité absolue pour tous les acteurs du règlement d'un conflit **pages 4/7**
- Au niveau tactique, la manœuvre globale : agir tous en cohérence, viser le même objectif et appliquer des effets **pages 8 /10**
- Les fondamentaux de la contre rébellion **pages 11/13**
- Le renseignement : en contre rébellion, constante adaptation pour cette fonction opérationnelle première **pages 14/15**
- La redécouverte de la coopération civilo-militaire (CIMIC) à travers la contre rébellion **pages 16/17**

TÉMOIGNAGES

- Au niveau tactique, la confrontation rébellion/contre rébellion, champ de la bataille d'influence **pages 18/22**
- Le cabinet civil du général de Lattre à la Première Armée - Une réponse originale à l'élargissement des missions militaires et ancêtre de la manœuvre globale d'un commandant d'armée **pages 23/26**
- Tactiques de contre-insurrection en KAPISA pendant la saison chaude 2009 **pages 27/29**
- L'analyse opérationnelle : une indispensable aide au commandement pour l'ISAF en contre-insurrection **pages 30/32**
- La bataille du barrage. Avril 1958. **pages 33/35**

INTERNATIONAL

- Les forces armées nationales, élément clé de la contre-insurrection en Colombie **pages 36/39**
- *Comprehensive Approach*: l'approche allemande de la sécurité interconnectée en Afghanistan **pages 40/42**

LIBRES RÉFLEXIONS

- La cohérence du *corpus doctrinal* de l'armée de Terre à travers les documents fondateurs (FT 01, FT 02, FT 03 et FT 04) **pages 43/45**
- GTIA Kapisa - *Task Force Tiger* : l'épreuve de la guerre contre-insurrectionnelle dans les montagnes d'Afghanistan **pages 45/47**



Un regard non conventionnel mais évocateur de la manœuvre globale !...

Directeur de la publication : Général (2S) Claude Koesler

Rédactrice en chef : Capitaine Gwenaëlle Denonin - ☎ : 01 44 42 35 91 - PNIA : 821.753.35.91 - Rédactrice en chef par intérim : Major Catherine Bréjeon

Diffusion, relations avec les abonnés : Major Catherine Bréjeon - ☎ : 01 44 42 43 18 - PNIA : 821.753.43.18

Maquette : Christine Villey - ☎ : 01 44 42 59 86 - PNIA : 821.753.59.86 - Création : amarena - Caricature sommaire : LCL Loïc Michel

Schéma : page 44 - Nanci Fauquet ☎ : 01 44 42 81 74

Crédits photos : 1^{er} de couverture SIRPA Terre - Graphisme : Nanci Fauquet - 4^e de couverture : ADJ DRAHI/SIRPA Terre

Diffusion : établissement de diffusion, d'impression et d'archives du commissariat de l'armée de Terre de Saint-Etienne

Impression : Imprimerie BIALEC - 95 boulevard d'Austrasie - BP 10423 - 54001 Nancy cedex

Tirage : 2 850 exemplaires - Dépôt légal : à parution ISSN : 1959-6340 - Tous droits de reproduction réservés.

Revue trimestrielle : Conformément à la loi «informatique et libertés» n° 78-17 du 6 janvier 1978, le fichier des abonnés à DOCTRINE a fait l'objet d'une déclaration auprès de la CNIL, enregistrée sous le n° 732939. Le droit d'accès et de rectification s'effectue auprès du CDEF. Centre de Doctrine d'Emploi des Forces - 1, place Joffre - Case 53 - 75700 PARIS - SP 07

Web : www.cdef.terre.defense.gouv.fr Mel : pub-dad.cdef@terre.net.defense.gouv.fr



La manœuvre globale est à la mode. Encore un concept ?

Pourtant, même celui qui n'est pas un expert doctrinal, ou celui qui n'a jamais posé ses rangers sur un terrain d'opération, celui-là perçoit quand même ce dont il s'agit. D'ailleurs, les responsables politiques des pays engagés ici ou là avec des forces en coalition le rabâchent : « la solution n'est pas militaire ». Il est un fait que les acteurs de la stabilisation et de la reconstruction d'un pays détruit par la guerre ou le terrorisme se montrent divers, dans une espèce de Tour de Babel opérationnelle des langues, des cultures et des corporations : diplomates, militaires, policiers, membres d'ONG, sociétés privées, médecins, entrepreneurs, juristes, gouverneurs, maires, directeurs d'écoles, artisans, interprètes... Il s'agit donc bien d'une affaire globale.

C'est d'accord, la solution n'est pas militaire sur le long terme. Mais l'action militaire reste centrale au début des opérations et à moyen terme, à la fois comme un point d'ancrage structurant et coordinateur pour tous les acteurs engagés, un thermomètre sécuritaire au profit des politiques (et des médias) et bien sûr un recours permanent pour les populations contre les exactions et le terrorisme. Les chefs tactiques détiennent le plus souvent dans leur zone, de façon plus ou moins durable, le *leadership* de la coordination des actions qui visent à stabiliser et à reconstruire un pays dans les domaines concernés : sécurité, droit, gouvernance, vie sociale, économie, éducation, aspects sanitaires, etc.

Il s'agit d'une affaire compliquée, comportant de nombreux risques, donc une part d'incertitude. Et pourtant la méthode, la capacité à coordonner les actions, la hauteur de vues, la détermination s'imposent. Dans l'adversité, cela peut exiger l'engagement de la force, une force à bon escient, juste et maîtrisée, donc courageuse dans les modes d'action collectifs comme individuels. Ces modes d'action sont spécialement adaptés à des menaces latentes, souvent ponctuelles sur des espaces considérables, au milieu d'une population à la fois anxieuse, agacée et enjeu de la situation. Là, les vertus majeures du soldat s'appellent toujours obéissance, discipline, réactivité et détermination, mais aussi capacité au changement de posture, curiosité, esprit de dialogue et prise d'initiative. Pas facile !

Manœuvre globale et contre rébellion constituent bien le cadre privilégié des engagements militaires d'aujourd'hui loin du territoire national. Ce numéro de Doctrine Tactique tente une explication de texte concrète à partir de situations vécues. Approche globale, manœuvre globale, « *comprehensive approach* », contre-insurrection, contre rébellion, opérations militaires d'influence, opérations civilo-militaires, autant de termes ou de concepts évoqués ces temps-ci. Dans les colonnes qui suivent, on veut préciser leur signification, en donner des exemples et des modalités d'application. La compréhension et la mise en pratique de ces concepts représente une des conditions de la réussite de nos forces terrestres dans les opérations d'aujourd'hui.

Général de division **Thierry OLLIVIER**
directeur du Centre de doctrine d'emploi des forces

AU NIVEAU STRATÉGIQUE, L'APPROCHE GLOBALE CONSTITUE AUJOURD'HUI UNE NÉCESSITÉ ABSOLUE POUR TOUS LES ACTEURS DU RÈGLEMENT D'UN CONFLIT

PAR LE CAPITAINE DE VAISSEAU CHRISTOPHE SUARD, SOUS-DIRECTEUR AU CICDE, EN CHARGE DE LA RÉFLEXION DOCTRINALE SUR L'APPROCHE GLOBALE

Le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale (LBDSN), ainsi que le nouveau concept d'emploi des forces, soulignent la nécessité d'une «**approche globale**» dans le règlement des crises extérieures actuelles. Cette préoccupation est également partagée par la majorité des alliés et des organisations internationales. Le sommet de l'OTAN de Strasbourg-Kehl en avril 2009 a notamment réaffirmé le besoin pour l'organisation de s'inscrire dans une telle approche. Elle devrait fortement orienter le futur concept stratégique de l'Alliance. Cependant l'approche globale recouvre des acceptions différentes qui méritent d'être précisées.

Après un bref rappel des facteurs qui ont conduit à la nécessité d'une telle approche, cet article s'attache à proposer une définition approche globale, ses implications et ses principes. Ce bref aperçu est en cohérence avec les travaux conduits par le MAEE¹ et les recommandations du rapport Dussourd².

1. La nécessité d'une approche globale dans le règlement des crises extérieures

La crise dans son acception la plus générale est le reflet d'une instabilité qui peut inclure l'apparition de la violence armée. La gestion des crises a pour objet de rétablir la stabilité. Or, comme le définit le concept sur la stabilisation, celle-ci repose sur trois piliers, étroitement interdépendants : la gouvernance, la sécurité et le développement. La nature même de ces piliers souligne la nécessité d'une approche interministérielle y compris dans un cadre multinational pour mener à bien la résolution d'une crise.

Par ailleurs, du point de vue des forces armées, la nécessité d'une approche globale s'est fait ressentir au regard des engagements récents. En particulier :

- l'emploi de la force légitime est souvent nécessaire, mais elle n'est pas suffisante pour un règlement durable des crises ;
- les forces sont engagées dans des environnements internationaux intégrant de nombreux acteurs civils (OI, ONG, acteurs locaux...);
- le manque de coordination entre ces acteurs, de plus en plus nombreux, est préjudiciable à la cohérence et à l'efficacité de leur action.

Enfin, la complexité des crises contemporaines apparaît comme une conséquence de la mondialisation : interconnexion des enjeux, des intervenants comme des adversaires, diffusion mondiale de l'information, résonance politique des actions militaires, judiciarisation, etc.... A des crises multidimensionnelles, il convient de trouver des réponses multidimensionnelles. C'est ce

que résume le Livre blanc (page 58) : « *La complexité des crises internationales oblige à définir des stratégies réunissant l'ensemble des instruments, diplomatiques, financiers, civils, culturels et militaires, aussi bien dans les phases de prévention et de gestion des crises proprement dites, que dans les séquences de stabilisation et de reconstruction après un conflit.* »

2. Définition de l'approche globale

En première approche, il est proposé la définition suivante de l'approche globale :

« *L'approche globale est une démarche visant à développer entre les parties, différents degrés d'interaction dans les domaines de la gouvernance, de la sécurité et du développement économique et social, en vue d'une meilleure cohé-*

rence et d'une plus grande efficacité dans le règlement de la crise, tant dans la conception de l'intervention (collaboration) que dans son exécution sur le théâtre (coordination). Elle se fonde sur l'identification d'une vision globale partagée. Elle nécessite une appropriation internationale de l'effort, dès que possible, par la nation-hôte ou les représentants locaux. Enfin elle cherche à associer les pays voisins.»

Il peut être apporté les précisions complémentaires suivantes :

- l'approche globale est une démarche fondant la **résolution des crises**, tout particulièrement dans un **Etat fragile ou failli**.
- elle peut couvrir **tout le continuum de la gestion de crise** allant de la surveillance des zones potentiellement instables jusqu'à la normalisation.
- elle concerne **tous les acteurs** (diplomate, militaire, policier, juge, économie, culturel...) qui concourent à la gestion de la crise.
- elle peut impliquer **tous les niveaux, des instances internationales jusqu'au théâtre de la crise, en passant par le niveau national** (gestion interministérielle des crises).

3. Modalités d'application de l'approche globale

Une démarche d'approche globale peut recouvrir trois modalités :

- Surveiller
- Contenir
- Intervenir

3.1 Première modalité d'approche globale (AG 1) : Surveiller

Il s'agit de suivre l'évolution de la stabilité des régions « crisogènes » (indicateurs liés à la gouvernance, la sécurité et au développement). L'approche globale est mise en œuvre en s'appuyant sur deux fonctions stratégiques (connaissance et anticipation et prévention). La coopération internationale, l'aide au développement, les dispositifs (notamment militaires) prépositionnés et les autres actions préventives sont cordonnés au niveau interministériel dans un cadre bilatéral et souvent multinational. Ce stade permet d'identifier les facteurs d'émergence d'une crise en s'appuyant sur la veille et la connaissance.



SIRPA TERRE

3.2 Deuxième modalité d'approche globale (AG 2) : Contenir la crise

Si des seuils d'instabilité sont atteints sans qu'il y ait emploi de la violence armée, l'approche globale cherche alors à contenir la crise naissante pour :

- en limiter les impacts extérieurs ;
- la résorber progressivement en agissant sur les leviers de la gouvernance, la sécurité et du développement pour, si possible, revenir à une situation de vigilance (AG 1) ;
- au cas où l'instabilité progresserait malgré les actions entreprises, il faut mettre à profit cette période pour préparer une phase plus engageante envisageant l'emploi de la force (en particulier, au cas où la violence armée éclaterait).

Cette période permet de consolider une vision partagée de la situation, d'anticiper les moyens civils et militaires à mettre en œuvre. Elle peut se traduire par l'action convergente d'une ou plusieurs nations dans les domaines diplomatiques, économiques (embargo ou au contraire, aide économique accrue...), avec éventuellement un volet militaire spécifique (intimidation, blocus, contrôle des approches, assistance militaire opérationnelle, participation à des programmes DDR ou de RSS ...).

3.3 Troisième modalité d'approche globale (AG 3) : Intervenir

Cette étape est enclenchée lorsque le niveau de sécurité du théâtre ne permet plus à tous les acteurs, en particulier civils, de conduire leurs actions. En général, il y a apparition de violence armée et les forces de sécurité locales sont défaillantes.

L'AG3 s'appuie sur les étapes du concept français de gestion de crise i.e. réponse initiale, stabilisation, normalisation. Le déroulement de principe est le suivant :

- **L'intervention de la force** pour réduire le niveau de violence est l'objectif principal de la « réponse initiale ». Cela n'exclut pas la poursuite des actions civiles là où la sécurité le permet. En fin de cette phase, la réduction de la violence doit permettre la montée en puissance des moyens civils de reconstruction et le transfert aux forces de sécurité locales (défense, police, justice).
- La **stabilisation vise à rétablir les conditions de viabilité minimales d'un Etat** (ou d'une région), en mettant fin à la violence comme mode de contestation et en jetant les bases d'un retour à une vie normale par le lancement du processus civil de reconstruction. Au cours de cette phase, on passe d'une prépondérance des actions militaires d'imposition de la sécurité à une prédominance des actions civiles. Le suc-

cès de cette phase repose sur la transition entre les moyens de sécurité de la coalition et ceux du pays hôte, ainsi que sur l'existence de moyens civils pour mener à bien les tâches de reconstruction.

Le succès de cette phase est sanctionné par le désengagement des forces militaires étrangères dès que les forces de sécurité locales peuvent assumer le maintien de l'ordre.

- La **normalisation permet un retour à un Etat stable**. Une fois la sécurité aux mains des forces légales locales, il faut continuer l'effort de la communauté internationale pour consolider l'économie, les liens sociaux et la gouvernance sous une forme admise par la population. Je reviendrai plus tard sur les actions que peuvent mener les militaires dans cette phase de normalisation.

Nous voyons que quelques soient les modalités d'application de l'approche globale, les interactions entre les différents intervenants sont permanentes et nécessitent d'être coordonnées.

4. Interaction entre les acteurs de l'approche globale

4.1 Acteurs impliqués dans une approche globale

Les acteurs peuvent être regroupés selon la typologie suivante :

- les intervenants internationaux contributeurs à l'approche globale : les nations de la « coalition » et leurs différents organismes (forces, opérateurs...), les organisations internationales (OI) et leurs agences ;
- l'Etat-hôte, ses institutions et les interlocuteurs locaux ;
- les pays de la région concernée par la crise ;
- les organisations non-gouvernementales (ONG) et les compagnies privées.

4.2 Nature des liens entre acteurs

On peut définir quatre degrés d'interaction entre les acteurs de l'approche globale plus ou moins contraignants :

- La **collaboration** qui doit aboutir à une véritable unité d'effort vers un but commun. Elle est à privilégier dès le niveau politico-militaire pour les nations de la

coalition et les organisations adhérant au principe d'une approche globale. Elle s'appuie sur le partage de :

- l'évaluation de situation ;
- la vision à long terme ainsi que les objectifs intermédiaires pour l'atteindre ;
- l'identification des divergences ;
- l'approche à suivre et les moyens à y consacrer ;
- les critères d'évaluation des progrès de l'intervention ;

- La **coordination** qui résulte de la reconnaissance du partage d'objectifs par les intervenants concernés : elle se traduit par un échange accru d'informations et la **recherche de la synergie** dans leurs activités, à défaut éviter leurs conflits ;

- La **consultation** qui consiste en l'échange d'information entre intervenants et la prise en compte de leur avis, pour certaines actions, en vue de permettre leur déconflition (c'est-à-dire d'éviter l'interférence de leurs différentes activités), et donc d'accéder à une certaine cohérence et économie de moyens ;

- La **connaissance mutuelle** des différents intervenants qui doit permettre d'avoir une visibilité de leurs objectifs, de leurs modes de fonctionnement et de leurs activités respectifs. Elle permet normalement de **limiter les incohérences** entre leurs activités.

Ces différents niveaux font apparaître des besoins de coordination nationale (gestion interministérielle des crises), internationale (rôles relatifs des différentes organisations internationales, relations internationales entre les différents pays intervenants) et de théâtre (interactions de l'ensemble des acteurs sur le théâtre).

La relation avec **la nation hôte** (représentants et/ou interlocuteurs autochtones) est un enjeu clé car il faut qu'elle adhère et s'approprie dès que possible l'effort de la communauté internationale pour stabiliser le pays en rétablissant une gouvernance, en assurant un niveau sécuritaire permettant la vie en société et en garantissant les fondamentaux nécessaires à un développement de la société et, en particulier, économique.

Les relations avec les **pays voisins** doivent favoriser le soutien des pays de la région aux objectifs de l'approche globale ; éviter l'extension de l'instabilité

aux pays voisins et empêcher le soutien des adversaires irréguliers depuis les pays limitrophes.

Si les travaux en cours le confirment, l'optimisation de l'approche globale réside dans le mode collaboratif. Il est envisageable que, la légitimité étant fournie par une résolution de l'ONU, celle-ci serve à définir une vision globale partagée autour de laquelle les contributions s'organiseront.

5. La vision française de l'approche globale

Pour la France³, l'approche globale se traduit concrètement par :

- une vision globale s'appuyant sur une **coordination interministérielle** à tous les stades de la crise et une **capacité de diagnostic transversal** ;

- des **directives politiques nationales claires et régulièrement actualisées** ;
- une **stratégie d'influence** auprès des instances multinationales de prise de décision ;

- une **action cohérente avec celles de nos partenaires** dans le cadre d'une opération multinationale ;

- la **recherche systématique d'une coordination avec les acteurs locaux et régionaux** dans le cadre d'une stratégie de sortie de crise ;

- tout cela, dans **le souci de nos intérêts nationaux** et en préservant notre **liberté d'action politique**.

La collaboration est le degré d'interaction recherché pour les leviers institutionnels nationaux dans le cadre de la stratégie interministérielle de gestion de crise.

6. La contribution des forces armées à l'approche globale

Dans tous les cas, la contribution militaire à la gestion de crise doit être rapportée à un objectif central et permanent : l'établissement des conditions nécessaires à l'atteinte de l'objectif stratégique fixé.

Dans le cadre de l'approche globale qui permet d'embrasser d'emblée les problématiques civiles et militaires et de mettre en œuvre une vaste gamme d'instruments, gouvernementaux et non gouvernementaux, dans le plein respect des responsabilités de chacun, les forces armées doivent faire valoir, à tous les échelons, les **déterminants de l'efficacité de l'action militaire** dans le projet d'ensemble. Parallèlement, elles doivent appréhender pleinement ceux des autres acteurs dans un double souci de cohérence globale et de résultats.

La contribution militaire doit s'appliquer dans les 4 domaines suivants :

- ramener puis contrôler la sécurité : c'est la mission première des forces armées ;
- former les forces militaires locales et fournir une contribution à la formation des forces de sécurité ;
- réaliser des actions civilo-militaires pour améliorer la perception de la force par la population ;
- participer à la reconstruction, de façon temporaire et en absence de moyens civils.

La participation des forces armées se décline de la façon suivante :

- contribuer à la phase de **prévention**, en application de notre Livre Blanc sur la Défense et la Sécurité Nationale. Il s'agit notamment des dispositifs prépositionnés et de la coopération militaire. En France, le ministère des affaires étrangères coordonne ces activités,
- contribuer à la **maîtrise de la crise** : renforcement de la coopération militaire déjà existante, participation à des

processus DDR et RSS préventifs, déploiements de forces à des fins de démonstration de volonté politique, participation à un embargo (blocus, interdiction aérienne...), etc,

- en cas d'**engagement, fournir en priorité un niveau de sécurité** permettant les actions des autres contributeurs agissant dans le cadre de l'approche globale **et former les forces de sécurité locales**. De façon secondaire, **contribuer aux autres processus de gestion de crise** tels que les processus RSS et DDR.

Il est important de bien comprendre que la raison d'être des forces armées est l'emploi de la force légitime d'Etat. Nous, militaires, sommes recrutés, entraînés et équipés pour cela. Notre implication dans un retour à la normale de la sécurité est donc logique. Bien sûr, les capacités que nous possédons nous permettent d'agir dans d'autres domaines, par exemple l'aide médicale aux populations, la logistique, le rétablissement de réseaux physiques nécessaires à la population (eau, électricité, réseaux routiers, ponts, ...). Si elles nous permettent de faciliter la montée en puissance des actions civiles de reconstruction, elles ne doivent pas être considérées comme utilisables sur le long terme.

Ce serait une double erreur :

- en maintenant une présence militaire étrangère visible trop longtemps, assimilables à des forces d'occupation,
- en laissant à la population l'impression que les autorités locales sont incapables de prendre le destin de la nation en mains.

La contribution militaire devra donc respecter les principes suivants, qui sont autant de lignes rouges :

- **la spécificité de l'emploi de la force armée**, dont la finalité reste l'emploi de la force légitime d'Etat ;
- **la préservation de la chaîne de commandement des opérations militaires**. Une approche globale doit impérativement respecter le principe de **liberté d'action** et de subsidiarité pour l'emploi des moyens militaires : la contribution militaire devra toujours être exprimée en termes d'effets à obtenir plutôt qu'en termes de moyens à fournir.

En sortie de crise, les responsabilités non spécifiquement militaires qui pourraient pu être assurées dans l'urgence et en situation sécuritaire dégradée par les forces armées, doivent être transférées dès que possible aux responsables du volet civil de la mission d'intervention extérieure. Dans le même esprit, l'approche globale doit permettre d'anticiper et d'accélérer les transferts de responsabilités aux acteurs locaux de la crise.

1 MAEE : ministère des affaires étrangères et européennes.

2 Rapport «Améliorer la gestion civilo-militaire des crises extérieures» du 9 octobre 2009.

3 Cf. projet de «Stratégie interministérielle pour la gestion civilo-militaire des crises extérieures» élaboré par les ministères concernés sous l'égide du ministère de Affaires étrangères et européennes est en cours de validation au niveau du Premier Ministre

En forme de conclusion : approche globale et contre rébellion

Le dossier «manœuvre globale et contre rébellion» développe les caractéristiques de la contre rébellion. Il peut toutefois être établi que la rébellion est une menace qui s'attaque à tous les piliers de la stabilité d'un Etat et, donc, que la lutte contre cette forme de menace ne peut s'entendre que par une réponse coordonnée et cohérente de l'ensemble des acteurs impliqués dans la résolution de la crise.

A ce titre, la contre rébellion prend tout son sens dans le contexte de l'approche globale.

AU NIVEAU TACTIQUE, LA MANŒUVRE GLOBALE : AGIR TOUS EN COHÉRENCE, VISER LE MÊME OBJECTIF ET APPLIQUER DES EFFETS

ARTICLE COLLECTIF/CDEF/DIVISION DOCTRINE

La Colombie est déstabilisée par des bandes armées qui vivent d'une économie souterraine, font régner la terreur et se parent d'une idéologie totalement dévoyée. La dimension politique, les revendications territoriales, les appels à l'insurrection ou la volonté de prise de pouvoir par les armes suscitent chez les militaires colombiens une réflexion sur leurs responsabilités.

«A qui revenait la responsabilité de stopper la «guerre politique» des organisations «narcoterroristes»? Qui se chargerait d'arrêter le chant des sirènes de la guérilla auprès de la population civile et plus spécialement de la population rurale? Comment attirer de nouveau ces populations vers la légalité et les institutions de l'Etat? Quelle est l'alchimie pour rassembler toute la puissance de l'Etat vers le bien commun? Comment peut-on obtenir l'appui de la population civile aux politiques publiques? C'est en cherchant en définitive une réponse à toutes ces interrogations que nous en sommes arrivés à définir une nouvelle stratégie». En s'exprimant ainsi, l'amiral Jesús Alberto BEJARANO, en charge de l'action intégrale à l'état-major général de l'armée colombienne, pose la problématique de ce que nous appelons la manœuvre globale.

Cette idée d'approche globale trouve son origine dans le constat des nouvelles règles des engagements, à savoir l'interaction permanente entre les acteurs interarmées, multinationaux et interministériels. C'est ce que le Livre Blanc exprime : «Pour obtenir la résolution d'une crise, que ce soit sur le territoire national ou à l'étranger, l'action cohérente d'acteurs divers, civils ou militaires, nationaux ou internationaux, étatiques ou privés nécessite une coordination nouvelle.»

Cette nouvelle donne de l'action militaire trouve aussi son origine dans la nature de l'adversaire actuel, lequel raisonnant vite, utilisant toutes les ressources de la maîtrise des techniques modernes de communication et d'information, cherche systématiquement à contourner la suprématie technique des armées occidentales pour compenser son infériorité numérique, technique et tactique : il utilise d'autres moyens que la manœuvre classique et transpose l'affrontement militaires dans des

champs d'où il était préalablement exclu. Ce faisant, il cherche en permanence à exploiter les faiblesses, les vulnérabilités, voire les fautes de la force.

C'est la raison pour laquelle, dans le cadre du *continuum* des opérations, la seule manœuvre efficace, car adaptée au milieu, à l'adversaire et aux différents acteurs en cause, est celle qui permet la synergie et la mise en cohérence de l'action de l'ensemble des acteurs, militaires ou

civils, étatiques ou non, nationaux ou non. **Il importe donc que les actions de toute nature s'inscrivent dans la logique de l'objectif stratégique assigné à l'opération, c'est-à-dire l'atteinte de l'état final recherché.** Il faut être conscient que cet impératif aura parfois comme corollaire la perte de la prééminence du facteur militaire en faveur du facteur civil.

La Force perd donc la fonction monolithique qui était la sienne auparavant d'imposer par la coercition la volonté du politique concerné, mais peut devenir un acteur agissant par influence, voire de manière secondaire. Il est donc primordial que le chef militaire du niveau opératif se trouve associé le plus en amont possible à la définition de l'objectif stratégique de manière à ce qu'il soit en mesure, sur le plan militaire, d'en apprécier la faisabilité et d'en exprimer les besoins qui en découlent.

Il en est de même pour le chef tactique vis-à-vis du niveau supérieur : aussi doit-il penser et concevoir sa manœuvre en termes d'effets à obtenir non seulement directement sur son adversaire, mais également – et surtout – indirectement sur l'environnement, le milieu humain, voire les alliés.

Si cette manœuvre, dénommée globale, répond prioritairement à la typologie des conflits de type contre rébellion, pour lesquels il conviendra de privilégier l'approche indirecte, son application demeure également transposable dans les conflits de nature différente.

Au niveau de la doctrine française d'emploi tactique des forces, les documents de base ont donc pris en considération cette nouvelle « grammaire des opérations » : dans les FT 01 (gagner la bataille et conduire la paix) et 02 (tactique générale), ainsi que dans le FT 03 à paraître (les finalités tactiques), l'engagement militaire est décrit dans sa globalité selon un continuum de trois phases (intervention, stabilisation et normalisation) et visant à remplir trois finalités qui sont contraindre l'adversaire et contrôler le milieu, tout en influençant les perceptions des acteurs présents sur le théâtre.

Ceci étant posé, il s'est alors agi de donner une forme réglementaire à ce concept : **« Processus itératif visant l'atteinte de l'EFR et permet-**

« Cette coopération ne peut se faire qu'au plus haut niveau, mais en liaison étroite avec le niveau opératif, en charge de la planification opérationnelle. »

tant au chef de déterminer, d'obtenir puis d'évaluer un effet sur l'adversaire et sur l'environnement par la mise en œuvre de capacités militaires ou non militaires à tous les niveaux de force engagés. Ce processus implique l'ensemble des cellules d'un état-major ou d'un PC d'unité et vise à atteindre directement ou indirectement, par des effets physiques ou non physiques les centres de gravité ou les points de vulnérabilité de l'adversaire. »

Les opérations sont donc initiées au niveau stratégique lorsque ce dernier arrête l'état final recherché (EFR), lequel implique une coordination dans les domaines politique, diplomatique, économique, etc, d'où une coopération interministérielle, étendue au niveau international, dès lors que l'opération est multinationale et met en œuvre des organisations non gouvernementales. Cette coopération ne peut se faire qu'au plus haut niveau, mais en liaison étroite avec le niveau opératif, en charge de la planification opérationnelle. C'est au cours de ce processus que les lignes d'opérations seront définies, ainsi que les points décisifs, les effets à obtenir dans tous les domaines, les cibles retenues, et que les moyens nécessaires seront arrêtés.

Quant au niveau tactique, il doit mener sa manœuvre en cohérence avec celle de l'échelon supérieur et, ce faisant, il conduit sa manœuvre globale selon une double approche :



photos fournies par LCL CARIO

«Lorsqu'en prenant un repaire, on pense surtout au marché qu'on y établira le lendemain, on ne le prend pas de la même façon.»

D'une part, il participe à l'action du niveau opératif en adaptant dans l'espace et dans le temps les ordres qu'il en reçoit ; d'autre part, il conçoit, planifie et exécute sa manœuvre en combinant l'ensemble des moyens dont il dispose pour atteindre le centre de gravité ou un des points décisifs.

Concrètement, le chef tactique doit donc :

- prendre en compte d'emblée l'environnement complexe dans lequel il évolue ;
- concevoir, planifier et conduire son action en liaison avec les organismes civils pour éviter les redondances et autres effets néfastes que pourraient provoquer des actions non coordonnées et concertées ;
- entretenir en permanence des relations avec les autorités locales afin de toujours adapter son action aux conditions du théâtre et d'être en mesure d'en mesurer l'impact.

La planification d'une telle manœuvre n'est envisageable qu'à partir d'un certain niveau car elle présuppose l'existence d'une capacité de planification qui n'existe pas toujours.

Alors que la manœuvre dite « classique » combinait le mouvement, le choc et le feu, le tout plus ou moins saupoudré d'opérations spéciales, la manœuvre globale y ajoute l'action dans les champs immatériels qui peuvent recouvrir plusieurs formes, telles que : lutte d'influence des acteurs,

volonté de combattre, ressentiment historique, racines ethniques et psychologiques, niveau d'exaspération ou perception du conflit par les medias, etc...

Du fait de l'existence de ces facteurs immatériels, de leur exacerbation, disparition ou manipulation, ils constituent selon la situation, une menace, un objectif ou un domaine justiciable de l'application de moyens d'agression (voire de contre-agression indirecte).

En conséquence de quoi, il s'agit de bien évaluer, dès la phase de planification :

- les acteurs et leur positionnement vis-à-vis de l'état final recherché ;
- l'interpénétration permanente des domaines civils et militaires ;
- la nécessité de planifier au plus tôt la sortie de crise.

Quant à la conduite de la manœuvre globale, elle se confond avec celle de l'action principale et se déroule en trois phases :

- la préparation des ordres qui doivent inclure la vision globale de la manœuvre, notamment par la précision de mesures de coordination précises, voire complexes,
- la conduite et la coordination de l'action en conservant en « ligne rouge » la recherche de l'EFR ou du point décisif sur la ligne d'opération consi-

dérée, tout en coordonnant les actions purement militaires et appuyant les non militaires,

- le suivi réel des effets, c'est-à-dire proposer en cours d'action des ordres de conduite, en fonction des résultats obtenus et observés ou identifier des manœuvres futures, de nature à atteindre l'EFR ou le point décisif identifié.

Ce besoin de fonctionnement a des retombées très directes sur l'organisation des PC : l'organisation du CO de quelque niveau que ce soit (du niveau 1 à 3) doit pouvoir faire matérialiser la coordination des effets produits par la manœuvre en cours par le biais d'une cellule *ad hoc*, directement sous la coupe du chef de CO, voire du chef interarmes. Quant au suivi des effets et à leur évaluation, sous forme d'indicateurs de réalisation ou d'efficacité, leur formalisation n'est pas encore aboutie.

En conclusion, il ne s'agit, en la matière, que de la redécouverte, sous une autre forme, de ce qui se pratiquait autrefois : LYAUTEY, alors lieutenant-colonel n'écrivait-il pas du Tonkin où il secondait alors GALLIENI à la fin du XIX^{ÈME} siècle :

«Lorsqu'en prenant un repaire, on pense surtout au marché qu'on y établira le lendemain, on ne le prend pas de la même façon.»

LES FONDAMENTAUX DE LA CONTRE RÉBELLION

ARTICLE COLLECTIF/CDEF/DIVISION DOCTRINE

Confrontées à une nouvelle forme de guerre asymétrique et intra étatique dans laquelle l'enjeu n'est plus la destruction du potentiel militaire ennemi, mais est constitué par la population locale sur laquelle s'appuient les mouvements rebelles, les armées occidentales doivent élaborer de nouveaux modes d'action. Elles ont été amenées à renouer avec ceux datant d'une époque que l'on pensait révolue où elles devaient s'opposer à de puissants courants centrifuges lors des conflits post coloniaux.

C'est ainsi qu'est apparue la notion de contre rébellion, volet militaire et tactique d'une manœuvre beaucoup plus globale, la contre-insurrection.

Les principes

La contre rébellion est un mode d'action qui consiste à neutraliser une organisation qui pratique la violence armée, sous forme de guérilla ou de terrorisme, à l'encontre d'une population qu'il s'agit de rallier. Les leviers pour agir relèvent d'une double logique :

- d'une part, réduire la liberté d'action de l'adversaire par la maîtrise du milieu physique et humain en isolant et démantelant l'organisation adverse tout en préservant la population ;
- d'autre part, engager la lutte contre les rebelles pour les éliminer en exerçant sur eux une pression dissuasive.

Dans les deux cas, il s'agit de la réhabilitation d'une ancienne notion datant des conflits coloniaux, la progression de la pacification - aujourd'hui on parlerait de sécurisation - sous forme de « tache d'huile¹ ».

Il s'agit donc d'un mode d'action destiné à s'opposer à une menace asymétrique incarnée dans une organisation armée de quelque nature qu'elle soit. Ce mode d'action use de procédés autrefois répandus, puis délaissés en France depuis la fin de la guerre d'Algérie, mais qui retrouvent désormais leur pertinence dans le cadre de conflits comme ceux d'Irak ou d'Afghanistan.

Il faut bien considérer qu'elle ne constitue qu'un des aspects de la lutte *anti organisation armée* qui s'insère dans une manœuvre globale dont la population constitue l'enjeu. De par son objectif, elle constitue le mode d'action « coercitif » de la phase de sécurisation d'un conflit actuel et des conflits potentiellement les plus probables. Mais, l'effet tactique recherché ne se limite pas à la destruction ou à la capture des rebelles insurgés : l'objectif de l'emploi de la force armée, en l'occurrence sous la forme de forces terrestres, vise à priver la rébellion de sa légitimité, de ses soutiens internes ou extérieurs, à mettre un terme aux actions violentes et à promouvoir la sécurité de la population et le fonctionnement normal des institutions.

L'adversaire particulier

Issus des principes codifiés par les mouvements insurrectionnels d'obédience marxiste ou simplement nationalistes et anti-coloniaux de la seconde partie du XX^{ème} siècle, les caractéristiques de l'action d'une rébellion actuelle relèvent toujours des principes suivants :

- éviter l'affrontement décisif sous la forme d'une bataille, au sens militaire du terme ;
- empêcher la force régulière de concentrer ses efforts sur un seul adversaire ;

- disposer d'une zone de repli sûre et difficile d'accès pour les forces régulières.

A l'encontre de la force régulière, il s'agit de l'empêcher de remporter une victoire décisive, tout en évitant l'affrontement direct en recourant aux effets suivants :

- décrédibiliser les forces régulières en démontrant dans les faits leur inefficacité opérationnelle ;
- paralyser le déploiement de leur dispositif sur le terrain ;
- disloquer leur effort principal.

Vis-à-vis de la population, pour la convaincre ou à la forcer à lui apporter son concours, la guérilla peut agir selon trois effets :

- la séduction consistant à exploiter une cause « juste » ;
- l'aliénation, combinaison de la séduction et de la terreur ;
- l'épuration par élimination de la partie de population non contrôlable ou hostile.

Les procédés tactiques spécifiques

Le premier procédé est le quadrillage du terrain, destiné à protéger les personnes, les biens et l'activité économique en général. Il est constitué selon un dispositif plus ou moins dense, aménagé en secteurs à partir d'un réseau de postes reliés par des lignes de communication. Afin de pré-



server les capacités d'intervention nécessaires, le dispositif de quadrillage est strictement limité aux objectifs majeurs et complété par le recours aux forces locales.

Le poste, élément de base du quadrillage permet d'obtenir des effets sur :

- la population par sa présence comme élément de rayonnement, de sécurisation et de souveraineté ;
- l'adversaire par l'agrégation de la menace souvent diffuse, le poste constituant un objectif justiciable d'une concentration des forces adverses ;
- la protection de la force par une organisation compartimentée classique (glacis, tampon, abri).

L'existence d'un réseau de postes permet la protection des axes de communication sans être contraint de consentir des moyens trop nombreux aux escortes de convois. Ceci impose toutefois la capacité de rétablissement d'urgence d'un passage interrompu.

Par ailleurs, il permet de gêner l'activité des rebelles dans la zone protégée et d'in-

terdire l'extension de la rébellion. Cette présence durable contribue également à acquérir une connaissance approfondie du milieu physique et humain, de nature à en valoriser le contrôle.

Ce quadrillage permet, une fois en place, d'exercer une pression dissuasive sur l'adversaire, en dehors des zones contrôlées. A la base de cette pression qui vise à créer l'insécurité sur le propre terrain des rebelles, on trouve toujours le renseignement. Il s'agit en quelque sorte de retourner contre l'adversaire ses propres procédés de guérilla en plaçant constamment le rebelle en posture d'insécurité. Cette pression a été appliquée avec succès par l'armée française, tant en Indochine avec la mise en place des commandos du G.C.M.A² du colonel TRINQUIER en pays thaï ou en Algérie avec la généralisation des « commandos de chasse » dans tous les secteurs.

Outre la patrouille et l'établissement et le contrôle d'un couvre feu, les modes d'action privilégiés de la contre rébellion s'articulent autour du bouclage et du ratissage de zone.

Le bouclage correspond à un dispositif continu établi le long d'une ligne définie

visant à isoler une portion de terrain déterminée ou, *a minima*, de signaler tout franchissement de cette ligne par l'adversaire. Il vise essentiellement à isoler un objectif précis, mettre en place un dispositif favorable à des actions de ratissage.

Le ratissage, quant à lui, consiste à rechercher méthodiquement dans un secteur ou dans une zone spécifique, toute force ennemie qui s'y trouve, ou tous équipements, documentations, caches ou moyens de subsistance adverses.

Il s'agit de rechercher, capturer ou neutraliser des éléments rebelles infiltrés au sein de la population ou réfugiés dans des secteurs propices ; interrompre des activités clandestines hostiles ou briser leur influence ; découvrir ou saisir du matériel, de l'infrastructure, des armes ou des munitions utilisés par l'adversaire.

Enfin, sur renseignement précis et opportun, le harcèlement consiste à restreindre dans la durée l'activité ennemie dans une zone ou sur un itinéraire défini et à créer un climat d'insécurité favorable aux interceptions. Le harcèlement peut être obtenu

nu par le feu, par des coups de main et des embuscades, voire par des obstacles battus ou non.

Le recours au quadrillage ainsi que les opérations de bouclage et de ratissage relèvent de la maîtrise du milieu, tandis que le harcèlement vise à reprendre l'ascendant sur l'adversaire en créant un climat d'insécurité dans les zones non contrôlées, notamment à l'intérieur même de ses zones refuges.

La coopération interarmées

Quel que soit le contexte, le recours à tel ou tel mode d'action s'accompagne toujours, en contre rébellion, d'une coopération avec les FA en général (appui aérien, rens,...) et notamment les forces spéciales à qui sont souvent confiées des missions particulières en liaison ou distinctement des forces régulières.

La coopération avec la gendarmerie est, *a contrario* permanente : dans le cadre d'une action au sein des populations, elle se justifie pleinement au regard de l'impossibilité de découpler les dispositifs de sécurité publique de ceux strictement militaires.

Le recours aux forces locales

Les opérations de contre rébellion se déroulant d'une façon générale dans un cadre de retour à un fonctionnement normal des institutions locales par l'éradication de la rébellion, le recours à des forces armées locales sera souvent la règle, depuis le niveau des groupes d'auto-défense constitués au fur et à mesure que la sécurisation des secteurs progresse, jusqu'à la prise en compte

pleine et entière de secteurs en voie de sécurisation par une armée nationale en cours de constitution ou bien d'ores et déjà mise sur pied³. Ceci peut imposer la conception d'opérations mixtes, mettant conjointement en jeu des unités des forces régulières et de l'armée nationale considérée. C'est exactement ce qui est en train de se dérouler en Afghanistan où des unités de l'A.N.A. sont engagées aux côtés de forces de l'ISAF.

En conclusion, il convient de garder en permanence à l'esprit que quel que soit le cas de figure considéré, tout engagement d'une force armée régulière en contre rébellion doit nécessairement s'inscrire dans la durée. L'enjeu d'une telle forme d'engagement étant constitué par la population, la partie ne pourra être considérée comme virtuellement « gagnée » que lorsque la population aura franchement basculé du côté de la cause défendue par la force régulière et que, par voie de conséquence, privée de soutien, la rébellion, même si elle n'est pas totalement réduite, s'essoufflera et ne rencontrera plus aucun succès. C'est ce qui s'est passé en 1954 en Malaisie lorsque les Britanniques ont contré avec succès une subversion communiste en s'appuyant sur la partie malaise de la population contre la minorité chinoise.

- 1 Notion mise en œuvre empiriquement par GALLIENI durant son proconsulat à Madagascar qui visait à étendre les zones pacifiées de façon concentrique en en élargissant en permanence le rayon tout en protégeant les axes par une ligne de postes et en allant « tâter le pouls » de la population en zone insoumise par des reconnaissances profondes et des émissaires. Cette idée sera reprise par LYAUTEY au Maroc lors de la mise sur pied du corps des Affaires Indigènes (les A.I.).
- 2 Groupement de commandos mixtes aéroportés.
- 3 Cette passation en compte progressive des zones sécurisées aux forces d'une armée locale contribue à la progression en « tache d'huile » du fait qu'elle libère des effectifs consacrés au quadrillage pour aller porter l'insécurité dans des zones qui demeurent encore non contrôlées.



CCH CHATARD/SIRPA Terre

LE RENSEIGNEMENT :

EN CONTRE RÉBELLION, CONSTANTE ADAPTATION POUR CETTE FONCTION OPÉRATIONNELLE PREMIÈRE

PAR LE LIEUTENANT-COLONEL NICOLAS DELLENBACH/CDEF/DDO

Par rapport à la période de la guerre froide, où le cadre espace/temps/menace avait peu évolué, l'engagement croissant des forces occidentales dans des conflits asymétriques se traduit, depuis une dizaine d'années, par une évolution rapide et constante du cadre des opérations.

Rappelé dans le nouveau concept renseignement des forces terrestres (CRFT - 2009), le renseignement accompagne cette évolution et son rôle dans les opérations de contre rébellion (CREB) ; il est désormais considéré par chacun comme un élément primordial pour atteindre l'effet recherché.

La maîtrise du cadre espace temps par l'adversaire irrégulier (ADIR), sa rationalité et, dans une moindre mesure, les modes d'action qu'il emploie lui confèrent une certaine impunité stratégique et un avantage tactique. Sa maîtrise du terrain, de l'information et de la communication met nos forces en constante réaction.

Seul le renseignement peut permettre au chef opérationnel de retrouver l'initiative opérationnelle. Il est donc maintenant acquis que les opérations de contre rébellion sont avant tout des opérations de renseignement. Celui-ci doit donc s'adapter dans ses structures, son organisation et ses méthodes de travail pour répondre aux attentes des chefs opérationnels.

La population est au cœur d'une compétition d'influences et d'interactions entre les divers camps, ce qui en fait le véritable enjeu des opérations de contre-rébellion. L'effort doit donc être mis sur sa compréhension par l'analyse du système dans lequel elle évolue. Cette compréhension, dans toutes ses dimensions matérielles et immatérielles, doit prendre en compte une expertise nouvelle du milieu humain dans des domaines aussi variés que la sociologie, la psychologie, l'ethnologie, la culture et la religion, l'économie ou les langues. Elle nécessite également une approche méthodologique, renforcée par un processus d'exploitation où l'analyste tient un rôle majeur. En effet, si les outils techniques en cours de mise en place dans les B2 de BIA (SAER¹) sont d'une aide importante pour accélérer et optimiser le processus, seul l'analyste peut redonner du sens à une masse d'informations en croissance exponentielle. Mieux formée, mieux équipée, la cellule d'analyse, (aujourd'hui

renforcée au sein d'un B2) est désormais en mesure de donner au chef opérationnel les clés nécessaires pour l'élaboration et la conduite des opérations dans un milieu aussi complexe que l'Afghanistan. Elle est également capable d'évaluer l'impact et les répercussions de toutes les actions militaires, ou autres, exercées sur le terrain.

Le plus souvent immergé au sein de la population, l'adversaire irrégulier est difficile à détecter et seule une manœuvre multi-capteurs, combinant tous les moyens de renseignement disponibles, permet de le déceler. Formées aux entretiens spécialisés, les équipes de recherche humaine tiennent une place particulière dans ces opérations de renseignement et sont préférentiellement orientées sur la population. Leur réversibilité potentielle vers des procédés de reconnaissance ou de surveillance spécialisée² leur permet également d'accompagner les

unités en opération. L'apport des capacités d'interrogation des personnes capturées (IPC) est jugé incontestable. Néanmoins, les problèmes juridiques contraignant leur emploi en opérations n'ont pas encore été tous solutionnés.

Grâce à son allonge, le ROEM³ permet de suivre les mouvements des rebelles quand ils ont recours aux moyens de télécommunication. Les drones et les capteurs radar apportent un appui direct aux opérations, en permettant la surveillance en temps réel des zones de refuge de la rébellion ou ses axes d'infiltration, en intervenant dans des missions d'appui d'unités au sol ou en participant à la sécurisation des itinéraires logistiques.

Ce recueil par des capteurs spécialisés est complété par les informations remontées par les détachements au contact de la population et le concept de « tout soldat est un capteur » reprend tout son sens en CREB.

La collaboration interservices, voire internationale complète le dispositif car aucun service de renseignement n'a plus les moyens techniques ni les capacités à répondre à l'ensemble du spectre permettant la compréhension globale de l'ennemi.

Cette collaboration doit également s'appuyer sur des capacités autochtones de renseignement, dont la formation, à l'instar de ce qui se passe en Afghanistan avec la mission Epidote, doit être une priorité. En effet, immergés de manière naturelle au sein de la population, les services autochtones de renseignement apportent une expertise et une connaissance uniques, donc indispensables, pour compléter la connaissance du milieu.



ADJ DRAHI/SIRPA Terre

Pour répondre aux défis de la CREB, le renseignement doit toutefois aller plus loin et de nombreux défis sont encore devant lui.

C'est tout d'abord la menace croissante des engins explosifs improvisés et l'impact psychologique de leur emploi qui font naître de nouveaux besoins en renseignement technique. Ce renseignement technique nécessite la mise en place de nouvelles expertises qui dépassent les savoir-faire traditionnels détenus dans les forces armées. Ainsi, les équipes WIT (*weapons intelligence teams*) et de fouille opérationnelle déployées en Afghanistan doivent maintenant employer des techniques de police scientifique (comme la biométrie, etc) qui contribuent à l'identification des réseaux de poseurs de bombes et, si nécessaire, à leur destruction.

Le RETEX de tous les engagements actuels, que ce soit en Irak ou en Afghanistan, a par ailleurs montré le rôle majeur des bas niveaux tactiques en CREB. Immergées quotidiennement au sein de la population, les unités constituent tout d'abord des capteurs majeurs pour le renseignement. Inversement, l'engagement des GTIA et S/GTIA dans des affrontements de plus en plus durs et complexes impose le déploiement des capteurs renseignement au plus près de ces unités. Le renseignement devient alors partie intégrante de la manœuvre lors des diverses phases d'élaboration et de conduite. La surprise étant pratiquement le seul facteur de succès en contre rébellion, le chef opérationnel retrouve, grâce au renseignement, la liberté et l'initiati-

ve qui peuvent lui permettre d'exploiter rapidement toutes les opportunités offertes pour atteindre les objectifs fixés. Cette surprise reste néanmoins fortement dépendante de la rapidité d'exploitation du renseignement et des modalités de préparation et de coordination entre les unités. La mise en place de moyens spécifiques et de personnels qualifiés est désormais une nécessité aux niveaux 4 et 5 qui, peu habitués à gérer tous ces nouveaux moyens, doivent désormais apprendre à les intégrer dans leur manœuvre.

Ayant réussi à s'adapter aux évolutions du contexte des opérations, le renseignement doit également, par son expertise et ses moyens, accompagner les actions psychologiques, conduites par

les détachements d'opérations militaires d'influence (OMI) et destinées à faire comprendre la nécessité des actions opérationnelles. En particulier, le processus de « *key leader engagement* », qui permet de suivre et d'influer sur les sphères politico-militaires autochtones, doit faire appel à l'expertise du renseignement qui permettra d'identifier les cibles à valeur ajoutée et de mesurer, a posteriori, les effets de ce processus.

L'OTAN réfléchit également aux évolutions du renseignement pour répondre aux défis de la CREB et à la complexité des milieux dans lesquels elle est engagée.

Pour cela, elle étudie actuellement un nouveau concept appelé « *knowledge development* » (KD) qui vise à mettre en place, aux niveaux stratégiques et opérationnels, un processus de collecte, d'analyse et de partage de données permettant de disposer d'un ensemble d'informations d'ordres militaire, politique, économique ou social, et de liens d'influence obtenus par le biais de l'analyse systémique. Pour mettre en œuvre ce concept l'OTAN réfléchit à de nouvelles formes d'organisation en « *directorates* » (cellules transverses) en remplacement des bureaux classiques (J)⁴. Alors que les états-majors français ne se sont pas encore positionnés officiellement sur ce concept de KD dont la finalité s'apparente fortement à la notion de renseignement d'intérêt militaire, développée dans le concept interarmées du renseignement et le CRFT, l'armée de Terre peut légitimement s'interroger sur la nécessité de bouleverser les organisations actuelles. Néanmoins, ce concept rappelle que, au-delà des organisations, la clé du succès en CREB passe tout d'abord par le partage de l'information au sein des états-majors et par l'exploitation des synergies entre les différents bureaux.

1 Solution d'Aide à une exploitation du renseignement.

2 Alias ROHUM/R

3 Renseignement d'origine électromagnétique

4 Les JFC de Brunssum et de Naples et le JC de Lisbonne ont anticipé, courant 2009, la prochaine réorganisation de SHAPE et la disparition des Jx, pour adopter de nouvelles structures incorporant une entité KD.

La redécouverte de la coopération civilo-militaire (CIMIC) à travers la contre rébellion

PAR LE COLONEL THOMAS TOUSSAINT, CHEF DE CORPS DU GIACM

La CIMIC français ne date pas d'aujourd'hui, elle est issue de la tradition coloniale française dont le Maréchal Lyautey est une figure emblématique. Ainsi, déclarait-il : «*Lorsqu'on prend un repaire, si on songe au marché qu'on y établira le lendemain, on ne le prend pas de la même façon.*» et encore «*Donnez-moi un médecin, je vous rends trois compagnies... Un chantier vaut trois bataillons...*».

Cette culture coloniale est une histoire permanente de contre rébellion. Il s'agit de façonner favorablement l'environnement civil du corps expéditionnaire, de nos jours nous dirions de la Force déployée, afin de permettre au chef militaire d'appliquer son plan d'action dans les meilleures conditions possibles, en étant exonéré au maximum des contraintes liées à l'environnement civil et de bénéficier au maximum du soutien et au minimum de la neutralité bienveillante de cet environnement civil.

Bien sûr, le contexte n'est pas le même, puisque le but était de rester dans les colonies, alors que l'état final recherché est désormais le désengagement de la Force. Aussi, n'y a t'il pas de succès possible contre la rébellion sans une action de CIMIC (I) ; une Force déployée pour une mission de contre rébellion devant alors s'appuyer sur des modes d'action de la CIMIC (II).

I. Pas de succès possible contre la rébellion sans une action de CIMIC

Même s'ils avaient identifié le problème dès la deuxième guerre mondiale, les Américains qui ne possèdent pas cette culture coloniale ont mis du temps à réaliser qu'il n'était pas possible de lutter contre une rébellion sans utiliser la CIMIC. Dès la deuxième guerre mondiale, le général US Eisenhower, commandant en chef pour le débarquement en Normandie disait : «*Le plus tôt je suis débarrassé des questions non militaires, plus je suis satisfait et peux me concentrer sur l'action militaire*».

En effet, les guerres réduites aux champs de bataille tendent à disparaître durant la deuxième moitié du XX^e siècle. Après les guerres de décolonisation, les conflits au sein d'Etats en faillite ou avec ceux qui représentent un danger pour la sécurité collective, auxquelles les Etats stables tentent de mettre fin en

projetant une Force militaire, deviennent la constante des conflits armés contemporains. On peut les qualifier d'opérations de contre rébellion, contre-insurrection ou de stabilisation, durant lesquels l'adhésion des populations, l'environnement civil en général est l'enjeu et l'action militaire accessoire une fois la Force engagée dans la phase de stabilisation. Il s'agit de gagner le soutien de la population au profit des autorités locales reconnues et soutenues par les Etats pourvoyeurs de la force militaire en lutte contre les rebelles ou insurgés. Ce n'est que tardivement, après de sanglants échecs en Irak, que le général US Petraeus, se fondant sur l'expérience coloniale décrites par des officiers français engagés dans les guerres de décolonisation (Galula, Trinquier,...), décide de prendre en compte et mettre en œuvre des modes d'action appropriés. A son tour, le général Mac Chrystal, commandant en chef des forces américaines et de l'OTAN en

Afghanistan, surnommé le «Lyautey américain» par la presse française⁴, travaille dans le même sens ; il déclarait récemment : «*Nous devons nous rapprocher de la population en nous débarrassant de tous ces blindages, car c'est la population elle-même, et pas nos camps retranchés, qui nous donnera à l'avenir le plus de sécurité !*». Les chefs militaires américains sont donc désormais conscients et déterminés à laisser de côté leur culture impériale et à acquérir la culture coloniale, dont la CIMIC, nécessaire à la bonne appréhension de la complexité des conflits modernes.

II. La nécessaire utilisation des modes d'action de la CIMIC en contre rébellion

Il n'est pas possible pour le chef militaire en opération, quelque soit son niveau, de se consacrer à l'analyse de l'environnement civil. Afin



d'éclaircir le brouillard qui enveloppe cet environnement, la première tâche des équipes *CIMIC* est bien de réaliser cette analyse au profit du commandeur, qui comme Eisenhower, peut alors se consacrer efficacement à son action militaire. Les conseillers, officiers d'état-major et équipes *CIMIC* formées pour cela au GIACM², ont pour rôle de dresser un portrait précis et d'assurer un suivi : des besoins vitaux des populations et de leur risque éventuel d'engendrer de la violence ; de la répartition ethnique ; des responsables locaux politique, économique, religieux, militaire et policier ; des Organisations Internationales (OI) et des Organisations Non Gouvernementales (ONG) ; ainsi que des personnes déplacées ou réfugiées ou autres en situation de détresse.

Ces mêmes équipes sont ensuite chargées :

- d'assurer la liaison avec tous les acteurs,
- d'organiser en temps voulu les rencontres civilo-militaires nécessaires, notamment au profit du chef militaire, afin que ce dernier puisse obtenir les synergies,
- enfin, d'éviter les maladresses pour permettre l'optimisation des moyens dans la réalisation des missions.

Il est à noter que la liaison avec les OI/ONG, dont on connaît l'importance, est un domaine réservé de la *CIMIC*. Le contact, les échanges de formation et d'information avec ces Organisations est permanent puisque déjà établi à Lyon. Il est d'ailleurs

fréquent de rencontrer sur les théâtres d'opération des personnels formés par, ou avec lesquels, ceux de la *CIMIC* ont déjà travaillé au GIACM. L'échange fructueux qui s'établit avec les OI/ONG en opération est dû à ces relations patiemment tissées et sur une confiance réciproque que pourrait rompre l'intrusion d'autres intervenants militaires que ceux de la *CIMIC*. Tant par la connaissance de leur zone d'action qu'en étant en permanence au contact des acteurs précités, les équipes *CIMIC* sont une source très importante dans la collecte des informations d'ambiance, sans lesquelles le chef militaire ne peut s'adapter et ne peut anticiper. La recherche de renseignement qui peut en découler et l'exploitation restent bien évidemment l'apanage des capteurs dédiés et des spécialistes.

Enfin, il n'y a pas de lutte possible contre la rébellion sans la mise en place de conditions de vie acceptables pour la population. Plus la situation est difficile, plus la rébellion est virulente, plus le budget consacré à cette mise en place doit être important. A ce propos, un de mes prédécesseurs³ avait à juste titre cité ce passage du livre d'Hélie de Saint Marc⁴ : «Après ce passage en force des unités antiguérilla...lorsqu'une zone avait été pacifiée, il était temps de construire des routes et d'établir des postes et des collectivités d'autodéfense. De nouveaux centres SAS étaient créés. En quelques mois, on installa plus d'écoles et de cliniques que depuis 1954, bien qu'en nombre encore insuffisant».

Les conseillers, officiers d'état-major et les équipes *CIMIC* représentent un maillage de la zone d'opération. Par ce biais, les *CIMIC* sont en mesure d'identifier les projets d'infrastructure, agricole, d'éducation ainsi que les aides alimentaire, médicale, vétérinaire, d'équipement, etc. les mieux appropriées. Les mêmes *CIMIC* assurent ensuite le suivi administratif, technique et comptable de ces projets, dont la réalisation implique les OI/ONG mais surtout les entreprises et la main d'œuvre locale. Il va sans dire que ce savoir-faire *CIMIC* est affaire de spécialiste et ne s'improvise pas.

La *CIMIC* est donc une composante militaire essentielle dans un cadre de contre rébellion. A l'image de l'artillerie et du génie, elle est une « arme d'appui », qui dans un tel contexte est indispensable.

Au-delà, lorsque les armes se sont tues, et alors qu'une force militaire est encore déployée ou prépositionnée, il serait bon que le savoir-faire *CIMIC* soit utilisé afin d'optimiser la réalisation des projets au profit des autorités et des populations locales et par voie de conséquence au service du succès de la mission du chef militaire.

1 LE FIGARO du vendredi 4 décembre 2009.

2 GIACM : le Groupement Interarmées Actions Civilo-Militaires, créé en 2001 est stationné à Lyon et commandé par l'auteur de cet article depuis le 31 juillet 2009.

3 Le colonel Hué chef de corps du GIACM de 2004 à 2006.

4 In «Les champs de braises», à propos des opérations en Algérie.

Au niveau tactique, la confrontation rébellion/contre rébellion, champ de la bataille d'influence

PAR LE LIEUTENANT-COLONEL Hervé KIRSCH, CHEF DU GROUPEMENT D'INFORMATION OPÉRATIONNELLE

L'exploitation des nombreuses expériences historiques de confrontation entre rébellion et contre rébellion, dont résulte en partie la publication de la doctrine homonyme, de même que le déploiement récent d'une force cohérente de niveau brigade en Afghanistan, mettent au centre des préoccupations, avec une acuité renouvelée, les problématiques de prise de l'ascendant sur l'adversaire autrement que par l'usage des armes, dont l'expérience montre qu'il peut non seulement être insuffisant, mais aussi, et c'est plus grave, contre productif.

La confrontation rébellion contre rébellion est en effet le cadre d'action militaire où les enjeux et l'action de nature politique «descendent» jusqu'aux niveaux tactiques les plus élémentaires. Le chef doit s'extraire du seul rôle, déjà complexe, «d'employeur» interarmes, pour utiliser au mieux la palette de tous les autres moyens, civils et militaires, pour arriver aux fins qui lui sont fixées. C'est en cela, essentiellement, que consiste l'approche globale.

Dans un tel contexte la notion d'influence est une notion clé pour obtenir, de la part de l'ensemble des acteurs auxquels la force est confrontée ou parmi lesquels elle évolue, un comportement qui, a minima, ne soit pas un obstacle aux objectifs poursuivis. Appréhendée dès la conception de l'opération, cette notion est un volet décisif de l'ensemble de la manœuvre, dont les effets ne sont atteints que par l'implication de toutes les composantes de la force, guidées, encadrées et appuyées par les fonctions dédiées aux opérations d'information (OI).

L'influence, une constante dans les affrontements, facteur clé en contre rébellion.

Toute situation conflictuelle comprend une part d'actions d'influence, destinées à amoindrir la volonté et la capacité de compréhension de l'adversaire, à limiter ses capacités d'action, et à obtenir de la part des autres acteurs impliqués les comportements adéquats aux fins recherchées.

Quelle que soit la cible, l'action d'influence consiste, en modifiant les attitudes des acteurs par une action sur leurs perceptions, à obtenir d'eux les comportements souhaités. Pour l'adversaire, il peut s'agir de le désolidariser des principaux soutiens dont il dispose, de lui faire miroiter l'intérêt d'agir ou non, à ses dépens. Pour une population, il peut s'agir de la dissuader de recourir à la violence, d'obtenir sa coopération active, de la soustraire à l'emprise de l'adversaire.

La permanence et l'importance de l'influence sont telles que, dès lors que la montée aux extrêmes n'est ni nécessaire ni pertinente, l'essentiel des confrontations et des recherches de gain se déroulera selon des modes opératoires dominés par elle.

Dans les conflits symétriques ou dissymétriques, marqués par des engagements de haute intensité, ou dans la phase initiale de haute intensité d'un conflit à dominante asymétrique, l'influence est conçue et conduite essentiellement au niveau supérieur des appareils politico-militaires. Elle cherche à obtenir des effets aussi bien au plan diplomatique que militaire ou de politique intérieure, sur les ennemis, les neutres et les alliés, réels et potentiels¹.

L'influence peut aussi se concevoir comme l'action sur sa propre opinion, afin de renforcer sa détermination à poursuivre la lutte ou de la persuader du «bon droit» des

gouvernants décidés à se lancer dans telle aventure (diabolisation de l'adversaire pendant la Première guerre mondiale ; diabolisation des Serbes avant l'intervention au Kosovo).

Dans ce cadre, les niveaux opératif et tactique sont essentiellement impliqués dans la réalisation d'objectifs purement militaires, de délais, de terrain et d'attrition de la force adverse. Si l'influence intervient à ces niveaux, c'est essentiellement comme facteur d'économie des forces, pour atteindre ces objectifs aux moindres coûts (opérations psychologiques de combat pour obtenir la reddition ; modes d'action de déception).

En revanche, dès lors que les forces armées ne sont pas occupées essentiellement par le combat de haute intensité, leur interaction avec le milieu humain dans lequel elles sont déployées devient prépondérante, et essentielle à la poursuite de leur mission. Comme la conduite de cette interaction dans un sens favorable ne peut passer par l'usage des armes, les actions d'influence au sens large deviennent déterminantes, dans tous les domaines. Une telle évolution, qui fait « descendre » des prérogatives d'ordre politique jusqu'aux plus bas échelons tactiques, se manifeste aussi bien dans des situations d'occupation territoriale, d'interposition ou de stabilisation, que de confrontation rébellion contre rébellion.

Ce qui caractérise notamment ces dernières, c'est, comme le précise la doctrine de contre rébellion (CREB), que « les forces engagées peuvent mener, successivement ou simultanément :

- *des actions de force contre des organisations armées ;*
- *des actions de sécurisation contre des protagonistes divers y compris les foules, éventuellement en soutien de forces de sécurité locales ou multinationales ;*
- *des actions d'assistance à des populations en difficulté et de rétablissement de la vie institutionnelle locale ou nationale. »*

La confrontation rébellion contre rébellion se distingue alors des autres situations de « stabilisation »² par l'activité permanente d'un adversaire qui, acteur non seulement militaire mais véritablement politique, utilise toute la palette des instruments à sa disposition, dont l'action armée n'est qu'un élément.

L'autre caractéristique majeure, et corollaire de la précédente, est que cet adversaire dispute aux forces de CREB, et aux instances politiques légales, le contrôle de tout ou partie de la population, qui devient de ce fait l'enjeu essentiel.



LCL PHILIPPEAU

L'influence, volet central d'une manœuvre globale et unique, dès la conception

Dans un tel cadre, l'élaboration du concept de l'opération dépasse l'approche classique «ennemi, ami, population», et prend en compte tous les acteurs du théâtre, publics et privés, indigènes et étrangers, civils et militaires. En effet, non seulement chacun d'entre eux peut avoir une stratégie propre, susceptible d'entrer en contradiction avec l'atteinte de l'état final recherché, et nécessitant une manœuvre spécifique pour s'en affranchir, mais également, en fonction du champ d'action considéré (économique, diplomatique, militaire, ...), un même acteur peut être simultanément allié et adversaire³.

Tout acteur est donc une source d'opposition potentielle, qui peut faire l'objet d'une action pour la rendre «coopératrice de l'EFR», cette action étant le plus souvent une action d'influence.

Dès lors il est possible, dans un contexte de restauration de l'Etat de droit face à une rébellion multiforme comparable à celui de l'Afghanistan, de discerner les grands traits d'une idée de manœuvre centrée sur l'influence, consistant à restaurer l'adhésion des populations aux autorités institutionnelles du pays.

Il s'agit simultanément de :

- accroître le potentiel d'attrait de ces institutions auprès de la population ;
- diminuer celui, imposé ou consenti, de la rébellion⁴ ;

A cet effet il faut :

- disposer d'un réseau qui permette de persuader les autorités institutionnelles d'agir positivement et de restreindre les pratiques ayant un impact négatif sur la population, et de neutraliser les représentants des institutions qui n'obtempèrent pas ;
- diffuser les messages au sein de la population locale en utilisant la crédibilité des relais d'opinion et des prescripteurs locaux, pour mettre en valeur les réalisations positives et les acteurs qui les ont permises et menées à bien, minimiser l'impact des actions amies négatives, convaincre la population d'abandonner les pratiques néfastes, discréditer les rebelles en mettant en lumière les mensonges de leur propagande, son incohérence et la nuisance de leurs méfaits.

Dans un tel contexte, l'emploi de la force au sens large appuie le discours, qui illustre les progrès dans les différents domaines de la vie des populations. Contribuant au rétablissement des conditions normales de celle-ci, l'usage des armes est restreint à ce qui représente une plus value en termes d'influence : accroissement du sentiment de sécurité et discrédit de l'adversaire. Le décompte des cadavres et des armes saisies est donc un indicateur secondaire, a fortiori dans un contexte où la rébellion, non seulement vise la population, mais est l'émanation d'une partie de celle-ci.

Cette relation d'appui mutuel entre actions militaires «classiques» et «actions d'influence» est conçue et conduite dans une logique d'effets, sur la base des réalités

physiques des projets de développement et des progrès en matière de sécurité. Les réalisations dans les différents domaines se valorisent mutuellement pour renforcer les effets d'influence.

L'approche globale, fondamentalement «interdisciplinaire», ne s'étend pas seulement horizontalement, à toute la zone de responsabilité du niveau considéré, elle doit être aussi verticale et prendre en considération les effets qu'elle peut engendrer aux niveaux supérieur et inférieur, et ceux qu'elle peut subir en retour.

Ainsi, la conception de la manœuvre doit tenir compte des interférences possibles avec les influences extérieures à cette zone, que ce soit au niveau du théâtre comme au niveau stratégique, jusqu'à celles qui peuvent avoir un impact sur le territoire national⁵. La réflexion doit aussi prendre en compte et maximiser l'indispensable soutien national à l'opération engagée (qui peut être souvent considéré comme le centre de gravité stratégique ami), qui doit se manifester au plan politique, et dans lequel les acteurs médiatiques jouent un rôle de relais primordial, qu'il soit favorable ou non. La sensibilité de l'opinion française aux événements du théâtre est d'autant plus vive que ce sont des populations qui sont au centre des enjeux, avec tout ce que cela comporte de charge émotionnelle.

L'influence, affaire de tous, optimisée par le travail des spécialistes

L'influence, globale, est l'affaire du chef et de ceux qui pensent et coordonnent l'élaboration et l'exécution de ses décisions. Dans son exécution, elle concerne toutes les composantes de la force, car chacune y joue un rôle de recueil de l'information et de «diffusion» de messages. Tout est facteur d'influence, du comportement individuel en patrouille à l'engagement du COMANFOR comme «arme d'influence», en passant par le rôle du chef de SGTIA au contact quotidien des édiles locaux, des responsables des institutions à rétablir, ou devant réduire une bande rebelle. Il est donc nécessaire que l'ensemble de la force soit éduqué à l'influence, dans ces principes comme dans les modalités d'exécution spécifiques au théâtre, et entraîné à mettre en œuvre les savoir-faire «TTA» qui y contribuent (notion de PPP⁶).

En termes de planification et de conduite, il est nécessaire que le CEM et ses subordonnés immédiats (chefs OPS, plans, Rens., OI, ...) soient totalement acquis à cette intelligence globale qui soumet l'emploi de tous les moyens aux effets d'influence déduits de la définition de l'EFR. Ainsi sera facilité le travail coopératif entre les OPS et les OI, et l'emploi des moyens TTA et spécifiques «influence» sera combiné d'emblée, au lieu que les actions d'influence soient conçues après coup, en décalage avec une manœuvre élaborée sans leur contribution, et donc de faible valeur ajoutée, si ce n'est contre productive.

Il est également essentiel que le sujet de l'influence soit abordé à toutes les phases de planification, et que toute l'information idoine fasse l'objet de la circulation la plus rapide et la plus fluide possible, que l'ensemble des actions envisagées soit fédéré dans une matrice unique des effets, et que l'analyse des «info-cibles»⁷ soit au centre des raisonnements et de l'évolution des planifications.

Enfin et surtout, la force doit disposer de spécialistes des fonctions contributrices des OI^{8,7}, car si toute action a des effets d'influence, ceux-ci seront maximisés, dans le sens positif, par le travail d'experts disposant d'une méthodologie d'analyse et de planification adaptée, en vue de l'usage d'outils spécifiques d'une part, de la contribution de l'ensemble des autres moyens d'autre part⁹.

Les représentants de ces fonctions sont répartis pour les principaux, entre un échelon de conception intégré à l'état-major de la force, au sein des OI, et un échelon de mise en œuvre au sein de détachements spécialisés. La cellule OI comprend donc une cellule de chaque fonction, pour assurer des tâches d'évaluation-ciblage, de planification et de conduite. Les détachements de mise en œuvre planifient, exécutent et, pour certains, analysent la réalisation des effets sur le terrain, au travers des moyens qui leur sont propres.

C'est typiquement le cas des détachements OMI¹⁰ qui comprennent des cellules d'analyse-évaluation, de planification, de production-médias (papier, vidéo, radiodiffusion) et des équipes tactiques déployées au niveau des unités. Ces détOMI correspondent de manière privilégiée avec le planificateur OMI de la cellule OI, et avec le chef OI de la force.

L'auteur :

Le LCL Kirsch a eu l'occasion d'être associé de près à l'élaboration de la partie «OI» de l'état-major de la TF Lafayette, et d'assurer le rôle de mentor, pendant la MCP et durant le premier mois du déploiement, auprès du chef OI désigné. Une part de cette contribution est le fruit des réflexions nées de cette récente expérience.

Bibliographie :

«Profession démineur», Lavauzelle, 2004

«Les forces morales dans la préparation opérationnelle : définition, consolidation et mesure», in «Inflexions n° 6», juin-septembre 2006

«La France en guerre économique, plaidoyer pour un Etat stratégique», (co-auteur et directeur), Vuibert, 2008

Créé en 2000, le GIO est l'unique unité française d'opérations militaires d'influence.

A ce titre il fournit depuis octobre le détachement OMI de 17 militaires de la TF Lafayette.

Conclusion

Les savoir-faire et les actions liés à l'influence ne sont pas uniquement des multiplicateurs d'efficacité, qui viendraient se greffer en appui ou à la périphérie d'une manœuvre élaborée d'abord sur l'emploi des armes et des «effecteurs» purement militaires.

Dans un contexte de contre rébellion, c'est dès le niveau tactique que l'influence doit être conçue et conduite comme un volet à part entière, et bien souvent comme le volet déterminant, du succès d'une manœuvre globale d'essence politique et d'application militaire.

Les fonctions contributrices des OI¹¹ y jouent un rôle essentiel puisque à un degré plus ou moins important elles sont focalisées, pour certaines exclusivement, sur les effets d'influence, et développent pour cela une culture et des outils spécifiques.

Pour maximiser leurs contributions, et plus encore pour faire entrer les états-majors opérationnels, dès le niveau du GTIA, dans cette dynamique de synergie entre des moyens interarmes maîtrisés et une culture nouvelle de l'action d'influence au niveau tactique, il conviendrait désormais que cette dernière fasse l'objet d'une doctrine claire, puis d'une diffusion et d'un apprentissage progressif auprès de tous les cadres appelés à planifier et mettre en œuvre la manœuvre globale. L'exploitation de l'expérience de la brigade La Fayette et la contribution des unités spécialisées devraient permettre de franchir un pas important dans cette direction.

Liste des acronymes :

CREB : contre rébellion
OMI : opérations militaires d'influence
(NATO PSYOPS)
PSYOPS : *psychological operations*
OI : opérations d'information
GTIA : groupement tactiques interarmées
SGTIA : sous groupement tactique interarmées
OPSEC : sécurité des opérations
INFOSEC : sécurité des opérations
KLE : *key leaders engagement*
PPP : *presence, posture, profile*
EFR : état final recherché
COMOPS : communication opérationnelle
PIA : publication interarmées
CIMIC : *coopération civilo-militaire*
CEM : chef d'état-major
TTA : toutes armes
COMANFOR : commandant de la force

1 Cette approche fait d'ailleurs écho aux définitions américaines des opérations psychologiques, dont celles de niveau stratégique : Selon le JP 3-53, les PSYOP se définissent comme telles :

"planned operations to convey selected information and indicators to foreign audiences to influence the emotions, motives, objective reasoning, and ultimately the behavior of foreign governments, organizations, groups, and individuals. PSYOP are a vital part of the broad range of US diplomatic, informational, military, and economic activities. PSYOPS characteristically are delivered as information for effect, used during peacetime and conflict, to inform and influence. When properly employed, PSYOP can save lives of friendly and/or adversary forces by reducing adversaries' will to fight. [...] There are three categories of military PSYOP, strategic, operational and tactical. [...] Strategic PSYOP are international information activities conducted by US Government (USG) agencies to influence foreign attitudes, perceptions, and behavior in favour of US goals and objectives during peacetime and in times of conflict. These programs are conducted predominantly outside the military arena but can utilize DoD assets. Operational PSYOP are conducted across the range of military operations, including during peacetime, in a defined operational area to promote the effectiveness of the JFC's campaigns and strategies. Tactical PSYOP are conducted in the area assigned a tactical commander across the range of military operations to support the tactical mission against opposing forces."

2 type « Licorne ».

3 A ce sujet, le lecteur lira avec profit : « la France en guerre économique, plaidoyer pour un état stratège », Kirsch et alii, Vuibert, 2008.

4 Cet attrait peut être idéologique, mais aussi « pratique » dans le cadre d'une approche globale pratiquée par l'adversaire, qui présente ainsi une alternative sociale et économique à des institutions défailtantes (on trouve ce cas de manière évidente avec le Hezbollah au Sud Liban, mais aussi, de manière moins développée, dans certaines zones d'Afghanistan). Une telle approche politique et globale de l'affrontement conduit à s'interroger sur le type même de celui-ci : les belligérants ne se retrouvent-ils pas finalement dans un rapport de dissymétrie, plutôt que d'asymétrie, puisqu'engagés sur les mêmes « terrains », mais avec des ressources différentes ?

5 Concernant l'Afghanistan, il semble impossible de ne pas mener de raisonnement, au niveau stratégique, sur les conséquences possibles des messages diffusés, ou de l'absence de message, sur la partie la moins intégrée de la population française de culture musulmane.

6 PPP = *presence, posture, profile* ; ce qui est très improprement traduit en français par « attitude et comportement », et qui va de la maîtrise individuelle de la gestuelle et des coutumes locales élémentaires à la démonstration de force, en passant par l'adaptation des mesures de protection de la force au contexte local.

- *Presence* (présence) = fréquence du passage d'éléments de la Force en un point,
- *Posture* (attitude) = de la décontraction à l'attitude la plus stricte (effets balistiques revêtus armes approvisionnées, armées, pointées).
- *Profile* : *high, medium, low* (visibilité de la Force) : troupes déployées, sureté maximum → déploiement, déplacements limités au strict nécessaire, vitesse maximum

7 Terme doctrinal (PIA 03-252 ; PIA 03-253) désignant la cible, individuelle ou collective, d'une action d'influence.

8 A ce jour sont identifiées, des fonctions ayant une réelle existence « capacitaire » : OMI, CIMIC ; et d'autres n'en ayant pas : OPSEC (INFOSEC), KLE (*key leader engagement*), le cas de la COMOPS demeurant à part, pour des raisons de crédibilité et de sensibilité à la terminologie « influence ».

9 Directives sur l'attitude, délivrance de message, recueil d'informations sur les perceptions, ...

10 OMI : opérations militaires d'influence, NATO PSYOPS. Les détachements OMI (détOMI) sont formés et armés par le groupement d'information opérationnelle, unique unité française de la fonction.

11 Qui, c'est un fait, sont de plus en plus appelées « fonctions d'influence ».



LCL PHILIPPEAU

Le cabinet civil du général de Lattre à la Première Armée

UNE RÉPONSE ORIGINALE À L'ÉLARGISSEMENT DES MISSIONS MILITAIRES ET ANCÊTRE DE LA MANŒVRE GLOBALE D'UN COMMANDANT D'ARMÉE

PAR LE LIEUTENANT-COLONEL CLAUDE FRANC, CHARGÉ DE MISSION À LA DIVISION DOCTRINE DU CDEF - CHERCHEUR ASSOCIÉ À LA DIVISION DU SHD



LE GUERRIER ET LE POLITIQUE, NON PLUS QUE LE JOUEUR HABILE, NE FONT LE HASARD, MAIS ILS LE PRÉPARENT, ILS L'ATTIRENT ET SEMBLENT PRESQUE LE DÉTERMINER. ILS SAVENT CE QUE LE SOT ET LE POLTRON IGNORENT, JE VEUX DIRE SE SERVIR DU HASARD QUAND IL ARRIVE.

La Bruyère

Pourquoi l'exemple de la Première Armée ?

Depuis la Grande Guerre durant laquelle les chefs militaires français se sont vu totalement mis en marge de la sphère politique par volonté gouvernementale, la célèbre boutade de CLEMENCEAU étant suffisamment éloquente à cet égard¹, quelques chefs militaires, en présence de circonstances particulières, sont parvenus à agir sur le terrain politique. D'emblée on pense à LYAUTEY au Maroc. Mais, cette reconnaissance de son rôle politique était structurelle : exerçant les responsabilités de Résident général dans un protectorat, ses attributions relevaient prioritairement du domaine politique et subsidiairement seulement du domaine militaire. Dépendant du Quai d'Orsay, c'est d'ailleurs un diplomate qui a été appelé à lui succéder.

Il en va de même pour les fonctions exercées par le général de LATTRE en Indochine, puisqu'il regroupait sur sa tête les doubles responsabilités de commandant en chef et de Haut-commissaire de la République. L'étude du rôle de ses conseillers politiques dans un tel contexte serait donc tronquée.

En revanche, dans le cas du commandement exercé par le même de LATTRE à la tête de la Première Armée lors des campagnes de France et d'Allemagne, le schéma du

commandement strictement militaire est bien respecté : de LATTRE est placé au plus haut niveau tactique, aux ordres d'un commandant de groupe d'armées américain, au sein d'une coalition multinationale regroupant des contingents américains, britanniques, canadiens, polonais et français. Qui plus est, les opérations se déroulaient sur le territoire national, la France jouant le rôle de « nation hôte ». De LATTRE est donc également subordonné, par le biais du chef d'état-major général, JUIN, au chef du Gouvernement provisoire de l'époque, de GAULLE, pour tout ce qui relève de la préservation des intérêts nationaux. Ce cas est donc celui d'un engagement classique en termes de cadre général de l'action.

L'élargissement du rôle de la Première Armée aux missions non strictement militaires.

Dans ce contexte, les attributions du général commandant la Première armée dépassent le cadre strictement tactique de son engagement et empiètent sur le domaine politique, d'une part du fait de contraintes liées à l'époque, la Libération du territoire, et d'autre part par le principe du respect des intérêts nationaux au sein d'une coalition.

S'agissant des premières, les velléités anglo saxonnes de soumettre la France à l'AMGOT² ayant fait long feu face à l'intransigeance manifestée par le général de GAULLE dès la Normandie, les opérations militaires s'accompagneront ou seront immédiatement suivies de la mise en place d'une nouvelle administration, du lancement immédiat des mesures les plus urgentes de Reconstruction, de la préservation de la population demeurée présente sur le théâtre des opérations et, bras armé légitime de l'Exécutif, l'armée, par sa présence, pourra être amenée à limiter les excès d'une épuration sauvage dans un contexte de risque de guerre civile³. Enfin, l'amalgame

« Le nombre de nos galons lui était indifférent, il ne s'intéressait qu'au caractère ou à la compétence. »

de formations FFI au sein de l'armée régulière allait soulever des problèmes politiques, certains commandants de milices FTP, comme FABIEN, n'étant pas dénués d'arrière pensées politiques.

Ainsi, commandant une armée conventionnelle en campagne, de LATTRE va être confronté à un problème nouveau : une fois le silence des armes acquis et l'allemand bouté de la zone qu'il occupait, le rôle de l'armée n'est pas pour autant achevé. Pour tenir ce nouveau rôle, il n'était doté d'aucun moyen spécifique. Il allait néanmoins bénéficier de circonstances favorables. Les mesures qu'il allait devoir soutenir, que ce soit celles liées à la mise en place d'une nouvelle administration nationale ou celles visant à lancer la Reconstruction ayant été largement anticipées et planifiées dans la mesure où elles avaient l'objet d'un grand nombre d'ordonnances votées par l'Assemblée consultative d'Alger.

Quant à la préservation des intérêts nationaux dans le cadre d'une coalition, de LATTRE peut être assuré que l'intransigeance du chef de l'exécutif à cet égard sera sans faille. Les termes des correspondances du général de GAULLE sont là pour l'attester. Aussi peut-il craindre d'être soumis à des intérêts contradictoires entre les impératifs de la coalition et ceux édictés par Paris. Outre les crises politiques de Strasbourg et Stuttgart, ce sera notamment le cas lors de la bataille d'Alsace quand de GAULLE posera une hypothèque sur les 1^{ère} D.B. et 1^{ère} D.F.L.⁴ qu'il compte employer aux ordres du général de LARMINAT pour réduire les « poches de l'Atlantique ». De la même manière, la même D.F.L. ne pourra pas être engagée en Allemagne, de GAULLE l'ayant reprise pour être engagée en Italie où elle devra défendre les prétentions françaises sur le rattachement à la métropole de la haute vallée de Tende.

Le Cabinet civil, composition, rôle et fonctionnement.

C'est essentiellement pour répondre à cet élargissement du cadre de son action vers des aspects non directement opérationnels que de LATTRE s'est rapidement constitué un cabinet civil qu'il a soigneusement et constamment maintenu en marge de son état-major, sous sa seule autorité. Ce faisant, de LATTRE cherche à former une équipe à sa main en mesure de lui proposer des solutions à des problèmes non directement liés à la conduite des opérations. D'emblée, il impose une mixité hommes-femmes ce qui est une nouveauté pour un état-major en campagne. S'agissant des compétences, il les recherche hors du cercle militaire car il estime avoir besoin de personnalités fortes, aptes à sortir du carcan militaire et non inhibées par un respect formel de la hiérarchie. Comme il commande une armée en opérations, ces civils porteront le grade qu'ils détiennent dans la réserve, le cas échéant, et s'ils en sont dépourvus, ils se voient attribuer un grade à titre fictif en fonction de leur âge, de lieutenant à commandant ! Ces procédés, hors normes, expliquent que cette équipe occupe une place particulière, qu'elle soit très rapidement jalouée et

« regroupée sous le sobriquet moqueur de Société des gens de LATTRE⁵ » par un état-major peu enclin à se voir déposséder de certaines de ses prérogatives. Bernard SIMIOT, journaliste et romancier, lieutenant de réserve aux goums, raconte sa désignation : « *Nous avons en effet été quelques uns désignés par le général de LATTRE pour devenir les officiers de son cabinet et donc, ses collaborateurs immédiats, même si parfois notre grade était très modeste. Le nombre de nos galons lui était indifférent, il ne s'intéressait qu'au caractère ou à la compétence. Il savait, par son expérience personnelle, que le rayonnement d'un individu finit toujours par l'emporter sur la hiérarchie, ce qui, évidemment, est plus facile pour un officier de réserve que pour un officier de l'armée active en face de son général⁶.* »

Le cabinet civil est dirigé par Ludovic TRON, inspecteur des finances, haut-fonctionnaire au Maroc auprès de NOGUES. Il fait la campagne d'Italie comme commandant de batterie, puis, identifié, par de LATTRE, il est récupéré. Il avait l'art d'arrondir les angles et, qualité rarissime, de calmer les colères homériques, bien que souvent savamment calculées, de son chef, en ramenant les « drames » à leur juste proportion, ce qui ne l'a pas empêché d'écoper d'un nombre respectable de jours d'arrêts ! Lorsque Ludovic TRON sera nommé à Paris, directeur de cabinet du ministre des Finances, PLEVEN, il sera remplacé dans ses fonctions par René BONDOUX, capitaine au 2^{ème} Dragons et futur bâtonnier du barreau de Paris. Les membres du cabinet sont représentatifs de tous les grands corps de l'Etat : Roland CADET, maître de requêtes au Conseil d'Etat, qui prend à sa charge toutes les questions liées à la population, Robert WORMS un grand médecin des hôpitaux, Jacques MONOD, biologiste, futur directeur de l'Institut Pasteur et prix Nobel à qui revient le traitement politique de

l'incorporation des FFI, Raoul de LAMAZIERE, juriste, André CHAMSON, écrivain, futur académicien et directeur des Archives nationales qui a déjà appartenu à l'entourage du Général du temps de la 14^{ème} D.I. à Rethel avec Joseph KESSEL. L'élément féminin est représenté par Edmonde CHARLES ROUX, romancière, future épouse de DEFERRE et jury du Goncourt, Monique VILLEMEN, à la ville madame GUILLAUMAT, futur premier ministre des Armées de de GAULLE en 1958, Christiane LESIEUR, future madame Guerlain et le docteur Solange TROISIER, âgée de 23 ans, interne des hôpitaux et thèse en poche, issue de la Résistance où elle a enduré les souffrances d'une arrestation et des interrogatoires de la Gestapo dont elle n'est sortie que grâce à sa maîtrise de la langue allemande et un caractère exceptionnellement trempé. De LATTRE tenait à cette féminisation de son cabinet, pour apporter une touche d'équilibre chez ces « fous de guerre⁷ ».

Le cabinet était une véritable ruche où le rythme imposé par de LATTRE était endiablé, délirant, voire infernal : *« Nerveux, irritable et tendu, de LATTRE rentre à son P.C. de plus en plus tard, s'enferme dans son bureau et se couche à cinq heures du matin après avoir déclenché cinq ou six cyclones qui submergent les personnels de son cabinet. Tout ce petit monde vit ces heures passionnées et fiévreuses, accompagne le général, part en mission de confiance, supervise la presse, déjeune à quatre heures, dîne à minuit et se couche à cinq, tend les épaules et fait le dos rond sous les orages quotidiens, essaie de verser un peu d'huile dans tel rouage et suggère périodiquement au patron une inspection sur le terrain pour pouvoir enfin se reposer un peu !⁸ »* Mais, par son charisme, de LATTRE exerce une véritable fascination sur son cabinet. Solange TROISIER, en charge des affaires médicales et sociales, se souvient : *« Il était d'une beauté fascinante, au regard perçant, au profil d'oiseau de proie, à la joue balafrée d'une longue cicatrice, ses mains admirables, son sourire chaleureux, ses répliques pertinentes, mais parfois virulentes faisaient de lui un très grand chef. Il avait un grand cœur et il regrettait, je pense, ses terribles boutades où, jour après jour, il nous mettait plus bas que terre⁹ ».*

Dans la même veine, Bernard SIMIOT analyse : *« Comment en voudraient ils à leur chef alors qu'ils savent fort bien qu'ils vivent à ses côtés des jours dont le prodige les accompagnera jusqu'au bout du chemin de la vie ? Mieux que d'autres, ils connaissent cet homme fascinant et étrange, et mieux que d'autres encore, ils savent que, pour le bien comprendre, il faut d'abord beaucoup le connaître et lui donner beaucoup d'affection¹⁰ »*

Au moment de la crise de Strasbourg, lorsque de LATTRE, contre les ordres de repli américains, prend la défense de la ville à son compte, en pleine nuit, il fait recommencer six fois au lieutenant CADET le texte d'une affiche destinée à galvaniser la population de la capitale alsacienne, parce qu'il y avait relevé une ou deux expressions ne correspondant pas exactement à sa pensée¹¹.



Les relations bi-latérales franco-américaines avec le 6^{ème} Groupe d'armées.

Aux ordres d'un groupe d'armées commandé par un officier général américain, DEVERS, de LATTRE se doit de disposer d'un système de liaison efficace, d'autant que les consignes politiques qu'il a reçues de de GAULLE sont très claires : aucun alignement systématique sur les positions américaines, conserver autant que possible une marge d'autonomie et toujours préserver les intérêts nationaux¹². Dans ce cas précis, il va réussir un coup de maître. L'ancien ambassadeur américain à Paris en 1940, William BULLIT, particulièrement francophile et admiratif de la manière dont la France se relève de la défaite de 1940 qu'il a vécue *in situ*, demande la faveur de servir au sein de la Première Armée. De LATTRE accepte sur le champ, ne rend compte à personne et en fait le chef d'une mission militaire américaine de liaison prévue par aucun



document d'organisation. Il dispose ainsi, par ce biais, d'un allié à la légitimité indiscutable particulièrement bien introduit dans tous les milieux décisionnels américains et qui saura défendre le point de vue français auprès du haut commandement américain. BULLIT s'adjoint comme officier de liaison du groupe d'armées CABOT LODGE, sénateur du Massachussets. Cette mission de liaison franco-américaine révélera son efficacité, au plan logistique lors de la définition des allocations consenties à la 1^{ère} Armée au cours de la crise des approvisionnements de l'automne 1944, au plan tactique lors de la mise aux ordres de la 1^{ère} Armée d'un Corps d'Armée U.S. lors de la réduction de la poche de Colmar. Mais c'est surtout lors de la tension politique des crises de Strasbourg¹³ et Stuttgart¹⁴ que cette excellente liaison a pu produire ses meilleurs effets. C'est également grâce à cette bonne liaison que la 1^{ère} armée est parvenue à disposer d'un créneau sur le Rhin, de manière à être en mesure de franchir le fleuve à la première opportunité pour développer une manœuvre d'armée sur la rive droite, gage à conquérir pour assurer à la France une future zone d'occupation. Le 29 mars 1945, le général de GAULLE avait écrit au commandant de la 1^{ère} Armée : « (...) *Il faut que vous passiez le Rhin, même si les Américains ne s'y prêtent pas. (...) Il y a là une question du plus haut intérêt national. Karlsruhe et Stuttgart vous attendent, même s'ils ne vous désirent pas*¹⁵ ».

L'intérêt d'une telle structure lors du basculement des opérations à l'occupation après la capitulation allemande.

La prise en compte par un état-major d'armée de missions dépassant le cadre strictement opérationnel ne va pas être perdue et s'avérera même, à très court terme, extrêmement bénéfique.

En conclusion, mis en perspective avec les engagements actuels, il est possible d'affirmer que les membres du cabinet civil du général de LATTRE, commandant la 1^{ère} Armée française peuvent être considérés comme les lointains précurseurs des actuels conseillers projetés à chaque opération dans l'entourage immédiat du commandant de la force multinationale, et ce faisant, constituent de véritables acteurs de la manœuvre globale du commandeur.

En effet, signataire au nom de la France, de l'acte de capitulation du III^{ème} Reich à Berlin, de LATTRE va très vite se trouver membre de droit du comité quadripartite à Berlin, chargé de régler les premiers problèmes de l'occupation du territoire allemand par les Alliés. Disposant d'un Cabinet civil rompu aussi bien à régler ce type de question qu'habitué à ses méthodes de commandement pour le moins particulières, de LATTRE disposera d'un outil restreint, opérationnel d'emblée. Il n'aura pas besoin d'attendre le détachement de leurs administrations

respectives des hauts fonctionnaires en charge de l'administration des Territoires occupés en Allemagne.

- 1 «*La guerre est une chose beaucoup trop sérieuse pour être laissée entre les mains des militaires*».
- 2 *Allied military government of occupied territories*
- 4 *C'est ainsi qu'immédiatement à l'issue de la conquête de Marseille, de LATTRE a été amené à envoyer un fort groupement à Montpellier (sous les ordres du colonel DESHAZARS de MONTGAILLARD et comprenant les 2^{ème} Spahis et 2^{ème} Dragons) pour rétablir l'ordre dans une région, alors sous l'emprise de chefs locaux de la Résistance auto-proclamés et sans aucune légitimité. Il en ira de même un peu plus tard dans la région de Saint Etienne.*
- 4 *1^{ère} division française libre.*
- 5 Pélissier. Pierre. De Lattre. Paris 1998. Librairie académique Perrin. Page 342.
- 6 Simiot ; *Colloque Rhin et Danube. Cité par Pélissier op. cit page 342.*
- 7 Pélissier *op cit page 343.*
- 8 Simiot. Bernard. De Lattre. Paris 1953. Flammarion. Page 211.
- 9 Pélissier *op cit page 343.*
- 10 Simiot *op cit page 211.*
- 11 Simiot *op cit page 215. Le Lt Cadet était maître des requêtes au Conseil d'Etat.*
- 12 Destremeau. Bernard. De Lattre. Paris 1999. Flammarion. Page 324.
- 13 *Pour des raisons tactiques, suite à l'attaque allemande dans les Ardennes, le haut commandement américain avait planifié et ordonné le repli du dispositif de la plaine d'Alsace vers les Vosges, ce qui revenait à abandonner Strasbourg. De Gaulle s'y opposa et ordonna à de Lattre, contre son commandant de groupe d'armées de prendre à sa charge la défense de la ville.*
- 14 *De Gaulle partait du principe que l'armée française en occupation en Allemagne administrerait l'intégralité des territoires qu'elle aurait conquis. Aussi, lorsque de Lattre eût conquis avec une de ses divisions Stuttgart, dans la zone d'action de la 7^{ème} armée U.S., le chef du gouvernement provisoire intima à de Lattre l'ordre formel de refuser de passer en compte Stuttgart aux Américains. Finalement, devant l'intransigeance gaullienne, Eisenhower s'inclina.*
- 15 De Gaulle. Général. Mémoires de Guerre. Tome 3. Le Salut. Paris 1959. Plon, Documents page 490. De Lattre avait traduit cette volonté politique par l'ordre suivant à Guillaume, commandant la 3^{ème} D.I.A. : «*Ton front doit se terminer en sifflet. Débrouille-toi pour qu'il se termine en tromblon.*»

Tactiques de contre-insurrection en KAPISA

PENDANT LA SAISON CHAUDE 2009

PAR LE COLONEL FRANÇOIS CHANSON, DIRECTEUR FORMATION ECOLE D'INFANTERIE ET LE LIEUTENANT-COLONEL HERVÉ PIERRE, CHEF BOI - 3^{EME} RIMA

Le troisième mandat français en province de Kapisa ne ressemblera pas aux deux premiers. Alors qu'il entame son deuxième mois, le GTIA Kapisa/TF¹ KORRIGAN constate une adaptation incontestable des procédés employés par les insurgés. Ce constat rend compte du retour d'expérience du premier mois au cours duquel les unités ont été confrontées à une dizaine d'accrochages plus ou moins prolongés à la suite d'opérations planifiées et d'interventions au profit des forces afghanes au contact, et surtout à de nombreux incidents (découverte et explosion) liés aux IED².

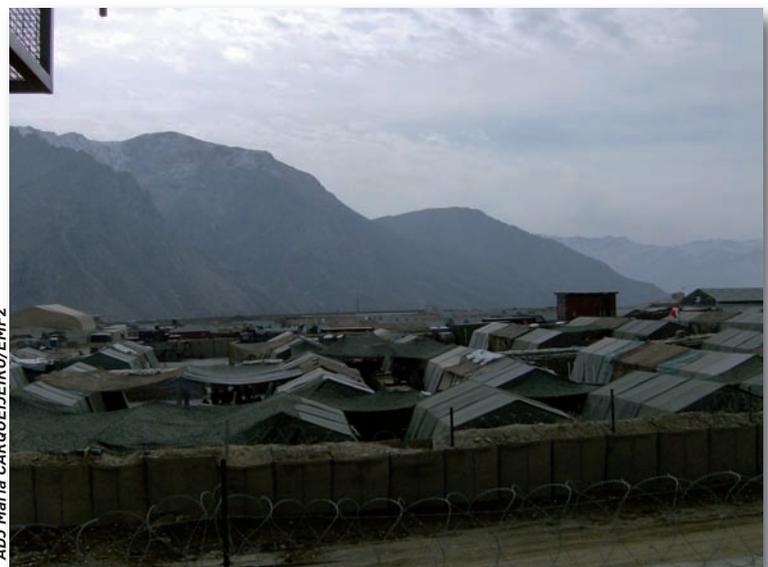
La rupture nette des procédés de lutte anti-coalition dans la Kapisa se caractérise par l'accroissement spectaculaire du nombre d'IED posés dans la zone d'action du GTIA. Alors que ce nombre restait stable depuis un an, une augmentation de 300% a été constatée pendant les mois de mai et juin 2009 en Kapisa. Le GTIA, tout en prenant sa mission en compte, a dû réagir sans délais à cette nouvelle situation sous peine de subir totalement cette nouvelle contrainte et de ne plus pouvoir sortir de ses FOB³.

Parmi tant d'autres, deux aspects tactiques seulement de la mission seront détaillés ici et expliqueront comment le GTIA s'adapte dans sa lutte contre les IED, lutte qui ne trouve de solution que dans un cadre tactique large, et dans ses procédés tactiques dont les fondements sont à rechercher dans l'idée de contre-réaction.

Face aux IED, une tactique plutôt qu'un arsenal technique

La lutte contre les IED en Kapisa ne doit pas être appréhendée uniquement comme une série de mesures de protection actives et passives ou seulement comme une technique, mais elle doit être intégrée à la tactique générale.

L'exploitation des effets des IED et la diversification des modes de pose (axes principaux, secondaires, zones de débarquement, zones d'appui avec déclenchement par pression, à distance par fil ou par radio d'explosif et de matériel indétectables) constituent un procédé tactique utilisé depuis peu par les insurgés de la Kapisa. Il est d'autant plus efficace ici que l'accroissement de l'espace à contrôler et en particulier les lignes de communication et les bases isolées ont nécessairement « dilué » nos efforts. Plus on disperse ses forces dans des vallées secondaires, plus on va dans le sens de la tactique insurgée qui consiste à harceler, à moindres frais, les forces conventionnelles là où elles sont les plus faibles : convois, bases fixes et isolées.



ADJ Maria CARQUELJEIRO/EMF2

De fait, le risque IED constitue un obstacle majeur à notre action. Les opérations sont plus complexes et l'effet de surprise encore plus difficile à obtenir. Certes, le GTIA est toujours capable de mener des actions en force dans toute

sa zone d'action, en revanche sa capacité d'action aux petits échelons - donc sa capacité de quadrillage et de contrôle - a été largement réduite en raison des mesures de protection de la force.

La menace qui pèse sur la liberté de déplacement du GTIA a imposé la réorientation immédiate de nos principes tactiques.

La tactique contre-IED est une combinaison de procédés - certains peuvent avoir un caractère impératif - constitutifs de l'action principale dont on peut donner ci-après une première liste non exhaustive. Il faut cependant garder à l'esprit que **la population reste notre premier fournisseur de renseignements valides sur les IED**, et que ses réactions à nos actions constituent donc une préoccupation permanente lors de l'élaboration de nos opérations.

- **Conception des missions** : la durée des opérations est allongée pour limiter les déplacements en véhicules et les délais d'ouverture d'itinéraire. Les déplacements en véhicules sont conduits de nuit, période moins favorable au déclenchement. Les infiltrations sont faites prioritairement à pied. Les contraintes de contrôle systématique des axes sont intégrées à la manœuvre. Les zones de déploiement (opération principale et zone des appuis) sont restreintes au strict nécessaire afin de limiter les mouvements dans les zones potentiellement polluées et les délais de nettoyage de ces zones.
- **Sûreté des lignes de communication (MSR⁴, ASR⁵)** : dépollution systématique⁶ des axes et des zones « historiques » de pose, des secteurs favorables aux appuis et aux postes d'observation. Les lignes de communication sont l'objet de patrouilles et de surveillance de nuit.
- **Ciblage** : opérations de fouille, de capture et de récupération de matériel (éventuellement avec les forces spéciales). Les opérations de développement (*CIMIC*⁷,

projets à longs termes) sont ciblées de façon à encourager la population coopérante par des *QIP*⁸, et à persuader les habitants des secteurs de pose *IED* à changer d'attitude. La priorité accordée aux projets doit aussi prendre en compte leurs effets techniques sur la lutte contre-*IED*.

- **Opérations militaires d'influence** : réunions de sécurité en encourageant et en plaçant les autorités locales face à leurs responsabilités, communication directe vers la population occupant les zones de pose, implication plus visible de l'ANA⁹, opérations d'influences plus offensives.

L'apport technique est indispensable à nombre de ces procédés, néanmoins, il est illusoire de croire que la solution est principalement technique. **Il s'agit plus certainement d'une dialectique dont le perdant sera celui qui renoncera le premier à penser en termes tactiques.**

La manœuvre de contre-réaction au cœur de la conception

1 - Le choix du terrain et de l'adversaire :

Partant du principe que les actions délibérées, mis à part certaines attaques par *IED*, sont rares dans la zone d'action, il faut raisonner sur un adversaire qui agit la plupart du temps par rapport à notre action :

- sur un plan tactique, il dispose d'une **supériorité en matière de déplacement** (mobilité, discrétion, connaissance du terrain, dissimulation dans la population) et de **concentration des forces en un point donné**,
- sauf rares exceptions, l'adversaire ne prépare pas d'opérations complexes et préfère agir en réaction, en particulier dans les phases de mouvement initial/infiltration ou de désengagement analysées comme étant des périodes de plus grande vulnérabilité,
- il est impossible de surprendre totalement l'adversaire, notamment en raison de la forte pollution par *IED* des axes et zones d'appui favorables à nos actions. A l'inverse, il faut souligner que l'adversaire, agissant en réaction à ce qu'il comprend de notre action, ne bénéficie que d'une surprise limitée à notre égard. En effet, en fonction du terrain et du moment de la journée, les réactions insurgées à nos déplacements et manœuvres peuvent être prévisibles dans la mesure où leur probabilité est clairement établie.



La manœuvre adverse est donc dérivée directement de la nôtre, puisqu'il fait porter son effort sur ce qu'il pense être nos points faibles. En ce sens, elle est en partie prévisible. Il est donc possible de déterminer au préalable les deux ou trois secteurs et moments qui seraient propices à l'adversaire pour engager le combat.

2 - La manœuvre à «double détente» :

De ces constats, il découle que l'initiative de l'ouverture du feu peut être laissée à l'adversaire afin qu'il dévoile ses intentions. La reprise de l'initiative revient à réaliser une contre-réaction, véritable effet majeur de notre manœuvre. La réalisation de l'effet majeur est ainsi déclenchée par le dévoilement des insurgés, qui perdent aussitôt l'initiative qu'ils pensaient obtenir. Les manœuvres de déception sont très limitées par des contraintes géographiques et de confidentialité, elles ne leurent donc l'adversaire que peu de temps. Elles sont tout de même indispensables au bon déroulement de la phase préalable à l'opération principale. La surprise tactique ne se limite donc pas à la surprise initiale mais découle plutôt, et parfois surtout, de la manœuvre (principe de contre-réaction) :

La contre-réaction peut donc se résumer à préparer méthodiquement des manœuvres à double détente :

- ✓ **1^{er} temps (armer le dispositif) : provoquer l'ennemi pour le faire se dévoiler par l'ouverture du feu** (ou par le renseignement quand c'est possible) et lever le doute sur les 2 ou 3 réactions qui lui sont possibles. Ce temps s'accompagne d'une manœuvre de déception portant sur le moment et la direction des mouvements préparatoires et sur les procédés de déplacement et de stationnement.
- ✓ **2^e temps (actionner la détente) : déclencher l'action principale par la manœuvre et le feu des éléments pré positionnés et des appuis.**
- ✓ **En mesure d'engager la réserve en cas de sur réaction ou de renforcement dépassant les prévisions initiales.**

Le but de la manœuvre n'est plus le premier temps de l'armé, c'est le second. Le terrain et le moment sont donc choisis en fonction de la réaction prévisible de l'adversaire afin quelle se déroule sur un terrain et au moment où, quoi qu'il fasse, il ne puisse obtenir la supériorité immédiate. C'est également sur la réaction adverse que doivent porter les études de rapport de force et se concentrer les appuis en renseignement. L'apport du renseignement de situation¹⁰ en temps réel est ici essentiel pour le commandant sur le terrain.

Le premier temps peut être une action ciblée, notre expérience a montré que le succès du premier temps ne préjugait en rien du déroulement du second. Il peut être également le résultat d'une situation non prévue, panne de véhicule, explosion d'IED, mauvaise coordination avec l'ANA. Dans ce cas, il s'agit de mettre en place sans délai la contre réaction pendant temps nécessaire à l'adversaire pour préparer son attaque.

La manœuvre de contre-réaction est anticipée, planifiée et répétée. Elle ne peut se dérouler que sur une solide base de renseignements et limite autant que possible les impondérables de la conduite. Elle ne vise pas à brider pas l'initiative mais à circonscrire l'improvisation.

Ces quelques réflexions veulent montrer qu'il est nécessaire de rester mesuré quant aux résultats de l'action d'un GTIA en contre-insurrection et d'éviter une analyse trop linéaire de l'action ennemie. Le GTIA doit rester capable de s'adapter continuellement aux conditions changeantes de son environnement tactique. Il ne s'agit pas ici d'innovation tactique mais bien d'adaptation à une situation qui évolue rapidement parce que les conditions physiques de l'affrontement changent, notamment au fil des saisons, mais aussi parce que l'insurrection se métamorphose au même rythme que la coalition améliore ses modes opératoires. La tactique contre-IED et la contre-réaction sont donc par essence évolutives en s'adaptant aux innovations des insurgés.

Les perspectives tactiques évoquées ci-dessus ne visent qu'à se ménager des intervalles de surprise sans laquelle le mot tactique lui-même perd tout son sens.

1 TF: Task Force : GTIA

2 IED: Improvised Explosive Device : engin explosif improvisé (artisanal)

3 FOB: Forward Operational Base : base opérationnelle avancée

4 MSR: Main Supply Route : route logistique principale.

5 ASR: Alternate Supply Route : route logistique secondaire ;

6 La recherche d'IED est sujette à de nombreuses expérimentations qui ne seront pas détaillées ici.

7 CIMIC: Civil Military Cooperation : coopération civilo-militaire.

8 QIP: Quick Impact Project : projet à impact rapide (en matière de coopération civilo-militaire).

9 ANA: Afghanistan National Army : armée nationale afghane

10 Renseignement d'origine humaine, électromagnétique, image en temps réel ou légèrement différé.

L'analyse opérationnelle :

UNE INDISPENSABLE AIDE AU COMMANDEMENT POUR L'ISAF EN CONTRE-INSURRECTION

PAR LE LIEUTENANT-COLONEL ALBAN MAGON DE LA VILLEHUCHET, CDEF, CHEF DU BUREAU ETUDES ET RECHERCHE OPERATIONNELLE

La contre-insurrection a pris toute son ampleur en Afghanistan en 2009 avec le *Strategic Assessment* du général MacChrystal en août et le *COMISAF Counterinsurgency Training Guidance* en novembre. Elle s'inspire directement de la nouvelle doctrine de contre-insurrection de l'armée américaine¹ rédigée à l'initiative du général Petraeus et publiée en décembre 2006. L'objectif est clair : faire évoluer les esprits et les mentalités de manière à pouvoir mener une nouvelle stratégie.

Pour appuyer ce changement, le *COIN Advisory & Assistance Team* a été créé en septembre 2009. Il a permis au commandement d'intégrer la COIN dans les opérations de stabilisation et a eu recours à l'analyse opérationnelle pour mesurer l'efficacité de l'opération. Participant à l'aide à la décision du commandement, l'analyse opérationnelle est la recherche de corrélations entre événements et la mise en lumière de tendances grâce à la collecte, l'analyse et la visualisation de données. La mise en place d'une telle capacité d'analyse dans l'armée de Terre française est envisageable et largement à la portée des chercheurs opérationnels et d'autres officiers d'état-major.

Une nouvelle stratégie pour l'ISAF

La mission de l'ISAF est d'aider le gouvernement de la République Islamique d'Afghanistan (GIROA) à vaincre l'insurrection qui menace le pays. L'enjeu étant l'adhésion de la population, il s'agit de la protéger afin qu'elle choisisse le camp qui a la plus grande chance de succès et sera capable de guider le pays vers la stabilité et le développement. Pour cela, « nous avons besoin de penser et d'agir très différemment² » en étant plus attentif aux afghans, en devenant une force positive de stabilisation et en conduisant des projets de coopération au niveau local. Les forces de la coalition sont appelées à conduire leurs actions en partenariat étroit avec les militaires et policiers afghans. Ceux-ci sont amenés progressivement à prendre le commandement pour gagner leur légitimité et se faire accepter par la population.

Ainsi, la directive du général McChrystal peut se résumer à huit impératifs :

- protéger la population,
- être à l'écoute et parler clairement,
- conduire une stratégie globale de contre-insurrection,
- agir en partenariat avec les ANSF,
- comprendre l'environnement,
- s'adapter en permanence,
- développer des valeurs soutenant nos efforts,
- agir avec courage et résolution.

Cette approche de la contre-insurrection rappelle par certains aspects la tradition française de pacification chère à Gallieni, puis reprise par Lyautey et tant d'autres. « Pacifier

« ... Entrer sans délai en contact intime avec les populations, connaître leur tendance, leur état d'esprit et satisfaire à leur besoin pour les attacher par la persuasion, aux institutions nouvelles. »

et occuper fortement le territoire par la méthode de la tache d'huile. Progresser constamment vers la périphérie. Combiner l'action politique et militaire pour prendre possession du pays. Entrer sans délai en contact intime avec les populations, connaître leur tendance, leur état d'esprit et satisfaire à leur besoin pour les attacher par la persuasion, aux institutions nouvelles». Ces consignes sont celles écrites par le général Gallieni à ses troupes pour la pacification de Madagascar, à la fin du XIX^{ème} siècle. On pourrait les reprendre aujourd'hui, mot pour mot, dans le paragraphe des règles de comportement et d'engagement dans un ordre d'opération en Afghanistan.

En contre-insurrection, celui qui gagne est celui qui tient compte des enseignements, qui s'adapte le plus vite et, enfin, qui continue à apprendre au cours des opérations. C'est donc un véritable changement d'attitude qui a été demandé aux forces de la coalition.

Une structure d'assistance et de conseil pour soutenir la contre-insurrection

Pour accompagner ce changement, le commandant de l'*ISAF* a créé le *COIN Advisory & Assistance Team (CAAT)*, destiné à aider les commandements régionaux à intégrer la doctrine de contre-insurrection dans leurs opérations. Si la transition vers des opérations de stabilisation a bien été assimilée par les états-majors, il est essentiel de diffuser les principes de la *COIN* et d'en obtenir l'application aux échelons tactiques.

Il est en effet nécessaire d'évaluer les progrès des unités en contre-insurrection, de recueillir les bonnes et mauvaises pratiques, de conseiller le commandement dans les huit impératifs et enfin, de former et d'entraîner les unités.

Le *CAAT* est composé d'une équipe de 30 personnes intégrée au *HQ ISAF* à Kaboul et de quatre équipes régionales, comprenant chacune une cellule d'intégration du renseignement. Financé pour l'essentiel par les États-Unis, il est dirigé par des officiers mais armé majoritairement par des *contractors*³ civils, principalement d'anciens militaires américains qui apportent leur compétence dans les domaines des opérations d'information, des affaires juridiques et culturelles, de la police, du renseignement et l'analyse

opérationnelle. Ces experts sont de précieux conseillers pour les partenariats avec les *ANSF*, l'intégration civilo-militaire et la participation des *J9 (CIMIC)* dans la planification. Les axes d'efforts concernent surtout la corruption, l'escalade de la force et les victimes civiles, principales préoccupations du commandement.

Le *CAAT* a mis en œuvre le processus d'analyse opérationnelle afin d'alimenter le retour d'expérience, de diffuser les bonnes et mauvaises pratiques de contre-insurrection et d'améliorer l'entraînement des unités. La définition d'indicateurs pour évaluer les performances des unités a été une étape essentielle pour l'aide à la décision du commandement de l'*ISAF*.

L'analyse opérationnelle, outil indispensable du CAAT

Les États-Unis, pays en guerre et au fort pragmatisme, consacrent environ 1600 analystes civils et militaires au sein de l'*Army* à mettre en œuvre des techniques variées de recherche opérationnelle afin d'éclairer les commandeurs dans leur prise de décision en opération. Les compétences sont centrées sur la collecte, l'analyse et la visualisation des données.

Dès sa création, le *CAAT* a intégré une équipe civile de recherche et d'analyse opérationnelle (*Operations Research and Analysis – ORA*) qui a participé à l'évaluation de l'état actuel de la *COIN* et a défini ce qui était nécessaire pour soutenir l'intention et la stratégie du général McChrystal.

L'analyse initiale s'est concentrée sur l'identification des données d'ensemble et des lacunes spécifiques dans les domaines du renseignement et de l'information. La représentation détaillée des structures tribales et la définition des mesures de l'efficacité des efforts de développement dans les provinces et les districts sont venues compléter l'analyse.

La cellule ORA évalue les tendances et les implications des efforts en faveur de la sécurité de la population afghane, de la gouvernance et du développement économique. Des indicateurs chiffrés sur les sources d'instabilité qui touchent les populations locales permettent d'évaluer le niveau de sécurité et de développement, et la qualité de la gouvernance. Elles mettent en lumière les meilleures pratiques et les zones nécessitant attention ou amélioration et débouchent sur des recommandations au commandement.

La visite du docteur David Kilcullen à la *Task Force La Fayette* en décembre 2009 a permis un échange très fructueux sur la vision française de la contre-insurrection appliquée en Kapisa et en Surobi.

Le général Druart a évoqué ses directives tactiques et les attitudes à observer, ainsi que la nécessité de durer sur place afin de s'intégrer à la population afghane. S'appuyant sur son expérience en Surobi, le colonel Durieux a insisté sur la nécessité pour tout chef tactique d'avoir une connaissance fine des autochtones et des insurgés dans sa zone d'opérations. David Kilcullen a apprécié ces vues françaises, qui s'inscrivent pleinement dans le cadre de la stratégie du général McChrystal.

Faisant suite à sa visite, David Kilcullen a rédigé un premier rapport sur la mesure des progrès en Afghanistan. Ce rapport présente des indicateurs de progression mais également quelques analyses sur les contradictions de la stratégie de management. À l'instar de tout l'effort contre l'insurrection, les analyses du commandement doivent rester maniables et ne pas utiliser de modèles mais plutôt définir et appliquer de nouveaux indicateurs. Ceux-ci peuvent être répartis en quatre familles : la population locale, le gouvernement, les forces de sécurité et les insurgés. Ces indicateurs ont nourri la réflexion des responsables du CAAT pour évaluer les performances de la coalition en se concentrant sur des objectifs justes, mesurables et adaptés.

L'arrivée d'un officier français à l'état-major de l'ISAF comme adjoint du CAAT a répondu à une volonté américaine d'intégrer la COIN dans un environnement plus « otanien ».

Le centre de doctrine d'emploi des forces a ainsi pu disposer d'un relais pour présenter l'intérêt de la doctrine française sur la COIN. L'expérience en recherche opérationnelle a, en outre, été un atout supplémentaire pour participer efficacement à l'analyse au profit des opérations.

- 1 *Field Manual 3-24 (US Army) et MCWP 3-33.5 (Marine Corps), Counterinsurgency.*
- 2 Général Stanley McChrystal, in *ISAF Commander's Counterinsurgency Guidance*, novembre 2009.
- 3 Civils sous contrat de la défense américaine.

Liste des acronymes :

SAF : International Security and Assistance Force
ANSF : Afghan National Security Forces
COIN : Counterinsurgency
CAAT : COIN Advisory & Assistance Team
CIMIC : Civil-Military Cooperation
COMISAF : Commandant de l'ISAF



Photo LCL MAGON de la VILLEHUCHET

Visite du Dr KILCULLEN à la Task Force La Fayette

La bataille du barrage

Avril 1958

PAR LE LIEUTENANT-COLONEL CLAUDE FRANC, CHARGÉ DE MISSION À LA DIVISION DOCTRINE DU CDEF, CHERCHEUR ASSOCIÉ À LA DIVISION TERRE DU SHD

Début 1958, alors que le « barrage », la ligne Morice, avait commencé à prendre de la consistance et à jouer son rôle de verrouillage de la frontière algéro-tunisienne, le Général Salan décide de porter son effort sur l'est-constantinois pour intercepter et détruire les bandes rebelles en provenance de leur sanctuaire tunisien. Il donne en renforcement au Général Vanuxem, commandant la Z.E.C.¹ toutes ses réserves, soit cinq régiment de parachutistes. Les moyens que commandera Vanuxem s'élèveront à près de 40 000 hommes, soit dix régiments d'infanterie et huit régiments de CLB. Ces quatre mois d'opérations ininterrompues constituent ce qui a été appelé « la bataille des frontières », au cours de laquelle l'A.L.N.² a tenté, pour la seule fois au cours du conflit, de faire passer en force plusieurs grandes unités en vue de renforcer la capacité militaire de ses willayas sur le territoire algérien.

L'idée du barrage s'inscrit en fait au sein d'un mode opératoire tactique qui répond à deux impératifs : identification en temps réel des tentatives de franchissement et interception des éléments ayant franchi l'obstacle au moyen de bouclages réalisés au plus vite avant que les bandes ayant franchi ne se dispersent. En effet, il ne sert à rien d'être capable de détecter un franchissement si on est incapable de rattraper l'ennemi et de le détruire. Cette unité d'action « identification – interception » correspond à une unité du commandement du barrage et de la zone de destruction, réunie entre les mains du général commandant la zone est constantinois (Z.E.C.) dont le PC était implanté à Bône et qui cumulait ce commandement territorial avec le commandement opérationnel de la 2^e D.I.M. tout en engerbant la 11^e D.I. à Souk Ahras et la 25^e D.P. à Tebessa.

Le terrain sur lequel va se dérouler la bataille des frontières est coupé et très couvert ; sur une bande d'une trentaine kilomètres de largeur, des bruyères et des lentisques dépassent souvent la taille d'un homme. Les monts de la Medjerda, prolongés en Tunisie par ceux dits de Kroumirie, sont, avec ceux de Petite Kabylie, la région la plus arrosée du Maghreb. Le niveau des précipitations annuelles y dépassent souvent un mètre, d'où le touffu d'une végétation bénéficiant à la fois de chaleur et d'humidité³, particulièrement propice aux infiltrations. Le Colonel Jeanpierre a décrit son terrain de manière saisissante, lors d'une inspection du ministre de

la défense nationale, Jacques Chaban Delmas⁴ :

« Le terrain sur lequel les combats du 1^{er} R.E.P. se sont déroulés est une région montagneuse qui s'étend de la Seybouse de Duvivier à l'est jusqu'au djebel Taya à l'ouest, à 400 kilomètres de Constantine. Des dénivelés importants, 200 mètres à Guelma, 1411 mètres à la Mahouna, à 10 km de Guelma. Mais relief simple, sans grands abrupts, et qui s'articule en lignes de crêtes et grands compartiments de terrain très faciles à comprendre et sans rapport avec le labyrinthe des Nemenchas. »



Cet adversaire refuse le combat. Surpris, il cherche à fuir. Encerclé, il se défend généralement jusqu'à la mort, soit par fanatisme, soit par fatalisme. »

Les moyens de la Z.E.C. sont articulés de la manière suivante par Vanuxem :

- 1 En avant du barrage, sont placés quatre régiments : le 3^{ème} R.E.I., la 1^{ère} demi-brigade de Chasseurs, le 153^{ème} R.I.M et le 26^{ème} R.I.M., chargés de la couverture du barrage et d'une première interception.
- 2 Sur le barrage, six régiments blindés sont chargés de la « herse » : les 31^{ème} et 18^{ème} Dragons, le 1^{er} Spahis marocains, les 1^{er} et 2^{ème} R.E.C., le 1^{er} Hussards.
- 3 En arrière du barrage, les secteurs tenus par le 3^{ème} R.T.S., le 151^{ème} R.I.M., le 60^{ème} R.I., le 152^{ème} R.I.M. et le 6^{ème} Spahis marocains occupent toute la profondeur du terrain et constituent, par leur dispositif, une véritable toile d'araignée dans les fils de laquelle les bandes rebelles doivent se prendre.
- 4 Se superposant à ce dispositif, en chasse libre, cinq régiments de parachutistes sont placés sur les grands axes d'infiltration de l'adversaire. Il s'agit du nord au sud des 1^{er} R.E.P. du colonel Jeanpierre, 9^{ème} R.C.P. du Colonel Buchoud, 14^{ème} R.C.P. du Lieutenant-colonel Ollion, 8^{ème} R.P.C. du Lieutenant-colonel Fourcade et du 3^{ème} R.P.C. du Colonel Bigeard, relevé en cours d'action par le Lieutenant-colonel Trinquier. L'action de ces cinq régiments d'intervention était coordonnée par le Colonel Craplet, adjoint du Général Vanuxem.

En outre, trois détachements d'hélicoptères sont disponibles à Guelma, Tébessa et Bir el Ater, l'appui aérien (T6, Corsairs, voire B 26) étant assuré à partir des bases de Bône et de Tébessa.

Les chefs de corps des régiments de paras disposent de moyens de commandement et logistiques importants leur conférant le maximum de rapidité d'intervention : hélicoptères, moyens radio, camions, ateliers de réparation et moyens de ravitaillement. Ils disposent également de moyens d'appui (artillerie et aviation) assouplis dans leur emploi. Ils sont maîtres de leur manœuvre et les ordres des transmissions leur donnent accès en direct à tous les réseaux de renseignements sur l'activité adverse. Ils sont même dotés d'un matériel ultra moderne de transmissions en expérimentation, leur permettant en tout lieu, et grâce à de simples antennes orientables, d'entrer sans fils dans tous les réseaux téléphoniques.

S'agissant du mode de commandement, de telles unités, le Colonel Buchoud, commandant le 9^{ème} R.C.P. définit parfaitement ce nouveau style de commandement⁵ :

« La hiérarchie n'est plus faite pour ordonner des décisions planifiées et asservir des responsabilités, mais pour susciter les initiatives et leur donner l'ampleur des efforts qu'elles méritent dans les délais les plus brefs afin de leur octroyer l'efficacité dans une souplesse de manœuvre jamais conçue jusqu'à ce

jour. Tactique nouvelle, probablement celle de demain. »

Le F.L.N. commence par tenter une infiltration au nord du barrage, de part et d'autre de la Medjerda, vers Guelma et Souk Ahras, en février-mars, puis, plus au nord vers Mondovi. Toutes ces tentatives échouent. Puis, l'A.L.N. bascule son effort- au sud, entre Tébessa et Négrine. Encore une fois, c'est l'échec.

Au centre du barrage, entre Morsott et Montesquieu, où la densité du barrage paraît moindre, le F.L.N. se heurte à « la herse », les unités blindées en surveillance mobile du barrage qui lui infligent également de lourdes pertes et lui interdisent toute infiltration.

Face à cet adversaire, cherchant coûte que coûte, à franchir l'obstacle du barrage avant de se diluer dans l'arrière pays de l'Est constantinois, avant de rallier des zones refuges, quels modes d'action adopter ? Dans le même exposé que ci-dessus, Jeanpierre expose celui qu'il a choisi⁶ :

« Initialement, chaque section représentait vingt à trente hommes et deux ou trois armes automatiques. Cet adversaire refuse le combat. Surpris, il cherche à fuir. Encerclé, il se défend généralement jusqu'à la mort, soit par fanatisme, soit par fatalisme. Il faut noter cependant une grande lassitude chez les quelques prisonniers que nous avons faits.

En face de cet adversaire fuytif, quelle attitude adopter ? En toute circonstance, rechercher le renseignement, passionnément, par tout moyen. Rechercher le renseignement précis dans le temps et dans l'espace, à l'échelle des moyens mis en œuvre, c'est-à-dire le seul qui permette les opérations payantes.

Ce renseignement donne lieu au montage d'opérations à la mesure des moyens. Initialement, la zone traitée comprend un certain nombre de compartiments de terrain susceptibles de receler le gîte, le refuge ou l'itinéraire recherché. Chaque compartiment est reconnu par un sous-groupement. Dès qu'un sous-groupement a trouvé, tous les moyens sont rameutés à pied ou en hélicoptère autour du compartiment de terrain productif. Puis le dispositif est resserré rapidement pour obtenir un champ clos où l'adversaire sera anéanti avant la nuit. »

Face à ces échecs successifs, l'état-major de l'A.L.N. décide alors de tenter un nouveau mode d'action : le passage en force de plusieurs milliers d'hommes la même nuit sur toute la longueur du barrage, pensant ainsi saturer tous les dispositifs d'alerte et contraindre les unités d'intervention à se disperser. Le coup est tenté la nuit du 29 au 30 avril. C'est un échec total. Ce sera la bataille de Soukh Arrhas au cours de laquelle s'illustrera le 9^{ème} R.C.P. du Colonel Buchoud. C'est lors de ces engagements qu'une de ses compagnies fut pratiquement anéantie. Alors que d'ordinaire, les rebelles avaient pour habitude d'utiliser les fonds de thalwegs, cette fois-ci, ils tiennent les hauts. Si bien que lorsque la 3^{ème} compagnie du Capitaine Beaumont est hélicoptérée sur un piton du massif El Mouadjène, piton tenu par une katiba, elle perd d'emblée 21 tués dont son capitaine et 28 blessés. L'A.L.N. perdit dans ce combat désespéré 270 hommes, 10 mitrailleuses, 4 armes anti-char et 260 armes individuelles. Le lendemain, une autre katiba tente le passage au même endroit et est interceptée par le 2^e R.E.P.

Ainsi, en quatre mois de tentatives infructueuses de franchissement en force du barrage, l'A.L.N. a subi des pertes très lourdes : 4 000 tués, 590 prisonniers, 350 armes collectives et 2000 armes individuelles saisies. Mais les pertes françaises sont loin d'être minimales : 273 tués et 800 blessés.⁷

Quels enseignements tirer de cet exemple en termes de contre rébellion ?

Tout d'abord constater que l'édification de la ligne Morice à la frontière algéro-tunisienne a constitué une riposte originale pour contrer la rébellion : elle a parfaitement rempli son rôle d'isolement du territoire algérien en privant la rébellion intérieure de renforcements de l'extérieur et ainsi, le rôle de « sanctuaire » joué par la Tunisie s'en est trouvé très amoindri. Ce confinement du théâtre était la condition préalable au lancement des grandes opérations du Plan Challe. La leçon a été retenue, puisque à la fin des années 1970, l'armée royale marocaine a remporté le succès que l'on sait contre la rébellion sahraouie en édifiant un mur de sable de plus de 300 kilomètres de longueur pour isoler son territoire.

Sur le plan des modes d'action, face à un adversaire combattant à pied, le combat a également lieu à pied sous une forme qui privilégie le choc et pratiquement jusqu'au contact direct, même si les mises en place par hélicoptères s'avèrent particulièrement efficaces en termes de mobilité et de discrétion. L'allègement maximal des unités et des personnels est systématiquement recherché. Face à une rébellion dont l'armement lourd ne dépasse guère le niveau du fusil-mitrailleur, à l'exclusion de l'appui aérien, les appuis sont réduits au mortier. L'utilisation des armes légères d'infanterie est privilégiée. Quant aux unités M 24), leur

emploi se justifie dans la phase d'interception plutôt que dans celle de destruction de l'adversaire. Outre leur rôle spécifique dans la « herse », elles permettent des bouclages de zones rapides et de portée sans commune mesure avec celle que pourrait produire une unité progressant et manœuvrant à pied.

Quant à l'implantation des unités, qu'elles fissent partie du quadrillage ou des réserves générales, elles ont toutes, à l'époque considérée, le printemps 1958, entre deux et trois ans d'implantation dans les mêmes zones et, pour la plupart, y demeureront encore quatre ans. Dans ce cadre, il existe une véritable acculturation au milieu physique et humain où elles opèrent et, lors de chaque relève, sa connaissance se fait dans les meilleures conditions. Par ailleurs, la durée de séjour, même pour les unités du contingent est de 27 mois, ce qui assure une stabilité propice également à une juste perception du milieu.

1 Zone Est Constantinois.

2 Armée nationale algérienne, bras armé du F.L.N.

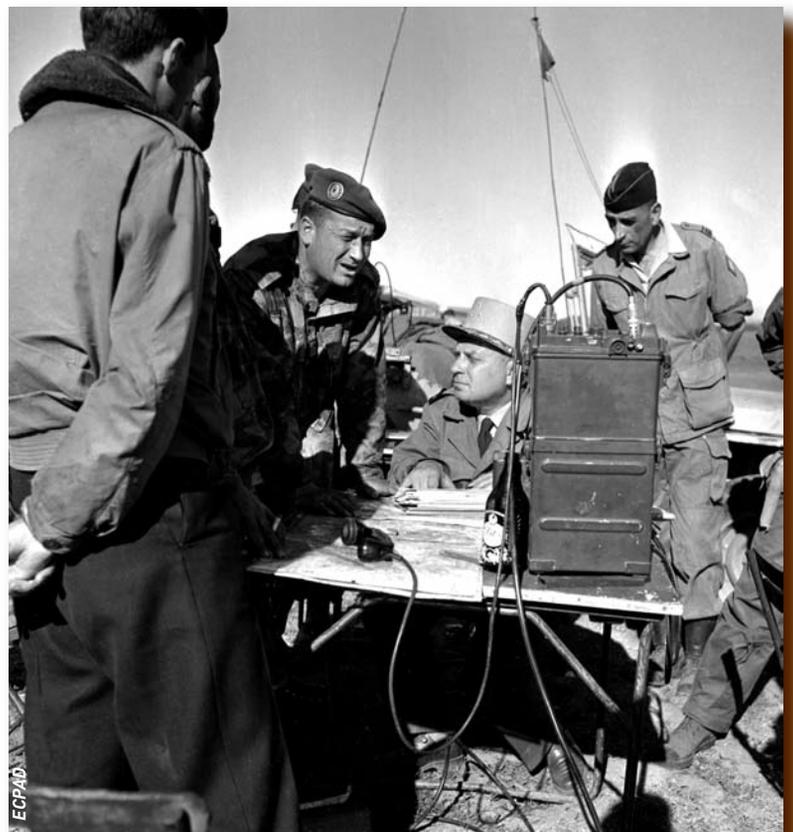
3 Montagnon. Pierre. La guerre d'Algérie. Paris 1984. Pygmalion. Page 247.

4 Cité par Le Mire. Histoire militaire de la guerre d'Algérie. Paris 1982. Albin michel. Page 205

5 Le Mire *op cit* page 201

6 *Ibidem* page 202.

7 Général DELMAS Officier et historien Editions Economica 2002, page 403.



Les forces armées nationales, élément clé de la contre-insurrection en Colombie

PAR LE LIEUTENANT-COLONEL JÉRÔME CARIO, CHEF DU BUREAU RECHERCHE/DREX - CONSEILLER JURIDIQUE DU CDEF
ET LE SOUS-LIEUTENANT (R) ANTONIN TISSERON, BUREAU RECHERCHE

La mort de Raul REYES et celle d'Ivan RIOS en mars 2008, tous deux membres du secrétariat des FARC (forces armées révolutionnaires colombiennes de Colombie) ou la libération emblématique d'Ingrid Betancourt en juillet 2008, illustrent les succès moins connus d'une armée engagée dans une lutte déterminée contre la guérilla en Colombie.

De la reconquête du territoire soumis aux exactions des guérilleros au travail mené en collaboration avec les autres institutions nationales, l'armée colombienne réaffirme parfaitement l'autorité de l'Etat et participe à la reconstruction d'une société meurtrie par plus de quarante ans de guerre civile.

Les forces armées sont en première ligne dans la guerre menée par le gouvernement colombien. En effet, sans sécurité, point de récupération. Ainsi, après les échecs de la fin des années 1990, les armées se sont modernisées et adaptées pour restaurer leurs capacités de combat tout en intégrant *l'action intégrale* dans leurs structures.

I. D'une stratégie sécuritaire à une stratégie de consolidation

Lorsque Alvaro URIBE est élu président de la République colombienne en 2002, les guérillas marxistes-léninistes des FARC, de l'ELN (Armée de libération nationale), les contre-guérillas des groupes paramilitaires AUC (groupes d'auto-défense colombien), et celles des narcotrafiquants ont pris le contrôle de vastes parties du territoire. Ainsi, 158 municipalités ne disposent d'aucune force de sécurité gouvernementale, elles sont entre les mains de groupes armés. Afin de rétablir l'autorité de l'État, le nouveau président lance la « politique de défense et de sécurité démocratique » (PDSD).



fournie par LCL CARIO

La PSDS repose sur un constat simple. L'absence de l'État sur de larges pans du territoire national, et plus particulièrement dans la zone démilitarisée «*abandonnée*» aux FARC par le président PASTRANA en 1998 dans le cadre d'une négociation, est la cause du manque de sécurité et à la base des maux colombiens.

En 2006, en parallèle à la stratégie sécuritaire est mise en place une stratégie de consolidation. Juan Manuel SANTOS, ministre de la Défense, déclare «*La Politique de défense et de sécurité démocratique, requiert un ajustement pour l'adapter au nouveau contexte stratégique et pour, en outre, passer de l'objectif initial de contrôle du territoire par la force publique à la récupération sociale du territoire grâce à l'action intégrale de l'État¹.*» Dans la «*politique de consolidation de la sécurité démocratique*» (PCSD), le contrôle militaire des territoires – résultant de la présence de militaires ou de policiers – n'est qu'un pré-requis mais un pré-requis indispensable pour permettre une «*récupération*», c'est-à-dire la réintégration des territoires reconquis dans l'espace national colombien avec

le rétablissement de la loi, la consolidation de l'État social et juridique et la défense des droits des Colombiens.

Les succès de l'approche stratégique colombienne reposent en effet sur une étroite coordination entre les différents acteurs étatiques. Il s'agit de concentrer les efforts et de synchroniser les interventions des organismes de l'État, en fusionnant les moyens afin de trouver des solutions aux différentes problématiques régionales et en créant des espaces de communication et de relation entre les différents acteurs mais aussi avec la population.

L'articulation entre les différents acteurs de l'État est régie par un «*cycle de redressement*», qui n'est pas sans évoquer le concept d'emploi des forces terrestres françaises².

1) «*Contrôler*» : les forces armées s'attaquent aux unités combattantes de la guérilla se trouvant sur territoire national. Dans le même temps, elles mènent des actions psychologiques et civilo-militaires à l'égard des populations.

2) «*Stabiliser*» : des forces locales et des éléments de la police nationale assurent la sécurité afin de permettre aux structures étatiques de s'installer dans la région. Les militaires restent présents afin d'éviter le retour des guérilleros, accompagnés d'unités de la police nationale et de la *financia*³, qui enquêtent sur les activités criminelles.

3) «*Consolider*» : dès qu'un niveau de sécurité satisfaisant est atteint, le gouvernement rétablit les institutions de l'État et les services publics (éducation, santé, énergie, etc...), tout en lançant des projets à moyen et long terme de développement durable (eau courante, écoles, routes, etc). L'armée, durant cette dernière phase, ne joue plus qu'un rôle minime. Elle n'est qu'un pourvoyeur de services, apportant compétences et main d'œuvre selon les besoins⁴.

La mise en place de la stratégie colombienne d'action intégrale est indissociable de la modernisation des forces armées qui permet la reconquête des territoires échappant depuis plusieurs décennies à l'Etat.

II. La modernisation de l'outil militaire

■ Une augmentation nécessaire des effectifs

Entre 2002 et août 2007, les effectifs des forces armées et de police s'accroissent de 34%. En juillet 2008⁵, les forces armées regroupent 267231 personnes réparties de la manière suivante : 230752 hommes pour l'*Ejército*, 30729 pour l'*Armada* et 10150 pour la *Fuerza Aérea*. La *Policia Nacional*, intégrée au Ministère de la Défense, compte de son côté 142426 hommes. Cette augmentation des effectifs a eu pour conséquence la création de nouvelles unités. Entre 2002 et 2008, quinze brigades mobiles ont été créées, auxquelles s'ajoutent huit brigades territoriales, et plusieurs dizaines de bataillons et d'unités spécialisées⁶.

■ Une amélioration des capacités de combat des forces armées

La professionnalisation de certaines unités a permis aux armées colombiennes de se doter d'une véritable «force de frappe». Le souci de la qualité prime d'ailleurs sur la quantité. Devant le risque d'une perte de qualité des recrues, le général PADILLA DE LEON, nommé au poste de chef des forces armées par URIBE au début de son deuxième mandat, a retardé certains programmes de recrutement par manque de recrues de qualité morale et physique⁷. Le système de formation est revitalisé et prend en compte les retours d'expériences. La prise en compte du droit international humanitaire dans les programmes de formation est significative de cette volonté d'obtenir des soldats aux comportements respectables. Un effort particulier est mené pour améliorer la capacité de commandement des sous-officiers et ainsi augmenter les performances combattantes des petites unités. Une grande attention est également apportée à la guerre de l'information et aux opérations combinées et spéciales⁸.

■ Une réorganisation du commandement

Les armées, et en particulier l'armée de terre, se sont complètement réorganisées. Le territoire est découpé en régions militaires, chacune étant attribuée à une division, elle-même composée de brigades et d'une force de réaction rapide depuis 2006.

L'interarmées est considérée par l'armée colombienne comme un multiplicateur de force. En 2006, l'Etat major des forces armées a élaboré et mis en place un plan afin de créer des commandements opérationnels interarmées. Outre la création de la Force OMEGA, ce plan a transformé une partie du territoire de la 1ère Division en Commandement interarmées pour la région des Caraïbes. En raison des synergies obtenues grâce à ces commandements, un troisième commandement interarmées, qui serait situé dans la région Pacifique, est envisagé.

■ Spécialisation des unités

Les unités mobiles, et celles présentes dans les régions où l'activité adverse est forte, sont composées de professionnels regroupés dans des BCG⁹. Les BCG sont eux-mêmes regroupés dans des brigades mobiles, à l'exception de douze, qui sont incorporés au sein de brigades territoriales.

Les regulares (conscrits) sont stationnés dans les régions en cours de pacification. Certains conscrits restent dans leur municipalité d'origine. S'inspirant des expériences péruviennes, salvadoriennes et guatémaltèques, le gouvernement colombien a en effet annoncé en août 2002 vouloir créer 15000 *Campesinos* (Soldats paysans), ou *Soldados de mi Pueblo* (Soldats du peuple), car dans un pays à majorité urbaine, la référence au monde rural est souvent perçue comme péjorative. Pour l'année 2003, le Ministère de la Défense avance le chiffre de 15, 979 *Soldados de mi Pueblo* et, pour juin 2008, de 22, 949¹⁰.

Ces soldats sont constitués en sections de quarante hommes, assignées en complément d'un bataillon de troupes régulières situé à proximité et équipés de la même manière¹¹ et ayant des tâches de renseignement et d'appui aux autres unités.

Pour compléter ce dispositif, l'armée colombienne a spécialisé plusieurs de ses unités : les brigades de lutte contre le narcotrafic, les GAULAS pour la recherche des personnes enlevées, les METEOROS pour sécuriser les axes routiers, les GEOS pour mener des actions info-ops, psychologique et d'influences...

La **modernisation des forces armées** est donc une condition nécessaire pour combattre la guérilla et participer à la récupération sociale du territoire mais cette modernisation est loin d'être terminée, comme d'ailleurs la stabilisation du pays.

1 Ministère de la Défense colombien, *Política de Consolidación de la Seguridad Democrática*, 2007, p. 10.

2 FT-01. *Gagner la bataille, conduire la paix. Les forces terrestres dans les conflits d'aujourd'hui et de demain*, CDEF, janvier 2007.

Le FT-01 distingue l'intervention, la stabilisation et la normalisation.

3 Les unités de la *financia* relèvent du ministère de la Justice.

4 Cahier de la recherche. *L'action intégrale ou la récupération sociale du territoire en Colombie*. CDEF 2008.

5 Ministère de la Défense colombien, *Logros de la Política de Consolidación de la Seguridad Democrática*, édition de juillet 2008, p. 74.

6 *Ibid.*, p. 69.

7 Comme par exemple le projet d'intégrer 10000 hommes supplémentaires dans l'infanterie de marine en 2006 a été retardé de deux ans par le CEMA.

8 Thomas A. Marks, «A Model Counterinsurgency: Uribe's Colombia (2002-2006) vs FARC», *Military Review*, mars-avril 2007, pp. 41-56, p. 43.

9 BCG. Bataillon de Contre-Guérilla

11 Ministère de la Défense colombien, *Logros de la Política de Consolidación de la Seguridad Democrática*, op. cit., p. 76.

11 Thomas A. Marks, *Sustainability of Colombian Military/Strategic Support for «Democratic Security»*, op. cit., p. 12.

EN CONCLUSION, SI LA SÉCURITÉ EST UN PRÉALABLE INDISPENSABLE, ELLE N'EST EN CELA QU'UN MOYEN DE PROMOUVOIR ET D'ENCOURAGER LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, AINSI QUE LE BIEN-ÊTRE SOCIAL, CONDITION D'UNE RÉCUPÉRATION DANS LA DURÉE DES TERRITOIRES. ELLE EST LA PREMIÈRE ÉTAPE D'UN CERCLE VERTUEUX POUR LA POPULATION. UNE FOIS LA SÉCURITÉ GARANTIE, LES AUTRES INSTITUTIONS DE L'ÉTAT INTERVIENNENT POUR AMÉLIORER LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE. CES EFFORTS DOIVENT ENTRAÎNER À LEUR TOUR UNE AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES HABITANTS ET, IN FINE, DE LA SÉCURITÉ EN LES SÉPARANT DES GUÉRILLEROS. LES ACTIONS MILITAIRES SONT DONC ASSOCIÉES À DES MESURES POLITIQUES, ÉCONOMIQUES ET SOCIALES. **TOUS LES FACTEURS DE LA PUISSANCE NATIONALE DOIVENT DONC ÊTRE UTILISÉS DANS LE BUT DE COMBLER CETTE ABSENCE ÉTATIQUE.**

LA RÉCUPÉRATION SOCIALE DU TERRITOIRE, OU LA STABILISATION, REQUIERT DONC :

- ☛ UNE STRATÉGIE POLITICO-MILITAIRE QUI DÉFINIT LES OBJECTIFS, LES AXES D'EFFORTS ET LE RÔLE DE CHAQUE INSTITUTION ET AGENCE DE L'ÉTAT ;
- ☛ UNE ARMÉE MODERNISÉE, CAPABLE DE GÉNÉRER UN ENVIRONNEMENT SÉCURISÉ POUR LES AUTRES ACTEURS DE LA RÉCUPÉRATION ET DE MENER DES OPÉRATIONS OFFENSIVES ;
- ☛ UN ÉQUILIBRE ENTRE LES EFFORTS MILITAIRES ET SOCIAUX, POUR RÉSOUDRE LES PROBLÈMES SOCIAUX-ÉCONOMIQUES AYANT NOURRI LE DÉVELOPPEMENT DES GUÉRILLAS ET DE LA CULTURE DE LA DROGUE ;
- ☛ UN RENFORCEMENT LA CONFIANCE DE LA POPULATION POUR BRISER LE CERCLE DE LA MÉFIANCE ENGENDRÉ PAR LE RETOUR DES MILITAIRES DANS DES RÉGIONS LONGTEMPS ABANDONNÉES, EN MOBILISANT L'ENSEMBLE DES MOYENS MODERNES DE COMMUNICATION ET EN PARTICIPANT AU DÉVELOPPEMENT ;
- ☛ UNE COORDINATION DE L'ACTION DES AGENCES, MINISTÈRES ET ORGANISMES DE L'ÉTAT, AU MOYEN D'UN PROCESSUS PERMANENT DE NÉGOCIATION, ENCADRÉ POLITIQUEMENT AU PLUS HAUT NIVEAU, INSTITUTIONNALISÉ DANS LES FORCES ARMÉES ET DÉCENTRALISÉ POUR PRENDRE EN COMPTE LES RÉALITÉS LOCALES ;
- ☛ UNE IMPLICATION DES ACTEURS RÉGIONAUX ET INTERNATIONAUX DANS LA LUTTE CONTRE LES GROUPES ARMÉS ;
- ☛ UNE ARTICULATION CONSTANTE ENTRE LES OPÉRATIONS MILITAIRES ET LES INITIATIVES POLITIQUES CAR LA LOGIQUE SÉCURITAIRE NE PEUT PERMETTRE, SEULE, UN RETOUR À UNE PAIX SOLIDE ET DURABLE, MÊME SI ELLE FAVORISE L'ÉTABLISSEMENT DE NÉGOCIATIONS ET LE PROCESSUS DE DÉMOBILISATION.



fournie par LCL CARIO

Comprehensive Approach

L'approche allemande de la sécurité interconnectée en Afghanistan¹

PAR LE MAJOR I.G. CHRISTIAN HILLEKE

Sécurité interconnectée

Les différentes notions telles que Sécurité interconnectée, «*Comprehensive Approach*», «*Inter Government Approach*» ou «*Inter Agency Approach*» qui désignent pratiquement toutes la même approche, du moins une approche très similaire, sont bien le reflet, par expérience, que des forces armées agissant seules et sans appui d'autrui ne peuvent imposer la paix ni assurer une sécurité durable. Toutefois, les forces armées peuvent faire gagner du temps pour dégager des solutions diplomatiques et établir temporairement un certain degré de sécurité, créant ainsi les conditions qui permettent la reconstruction par des institutions civiles.

En vertu de la Loi fondamentale, la mission de la Bundeswehr est la défense de la République fédérale d'Allemagne et de ses alliés ainsi que la protection du citoyen contre des attaques, des menaces extérieures et du chantage politique.

Réagissant à une situation sécuritaire qui a évolué à l'aube du 21^{ème} siècle, l'Allemagne a défini dans son «*Livre blanc 2006*» les éléments fondamentaux du concept de la «*sécurité interconnectée*». Il y est précisé :

- qu'il faut combattre les menaces contre la sécurité là où elles surgissent,
- qu'il faut une approche globale et intégrée du règlement des conflits, combinant des moyens politiques, diplomatiques, économiques, de développement et militaires,
- que la prévention et le règlement des crises doivent se faire, de plus en plus, dans un cadre interarmées et multinational, l'idéal étant de coopérer étroitement avec les Nations Unies, l'Alliance de l'Atlantique Nord et l'Union européenne en répartissant les tâches entre elles.

D'une part, ces principes reflètent les deux motifs qui, en tant que conséquences des deux guerres mondiales et de la responsabilité allemande, sont ancrés profondément dans la politique de sécurité de la République fédérale d'Allemagne : «*Plus jamais*» et «*Plus jamais seul*». Plus jamais une guerre ne devait partir du sol allemand et plus jamais l'Allemagne ne devait agir seule sur le plan militaire.

D'autre part, ils reflètent la conclusion déjà évoquée selon laquelle les seuls moyens militaires ne sont pas suffisants pour régler un conflit.

Sous l'appellation de «*Comprehensive Approach*», cette approche est devenue un élément essentiel des réflexions stratégiques menées lors du sommet de l'OTAN 2008 à Bucarest.



Le défi afghan

Au milieu de l'année 2001, l'Afghanistan était un pays dont l'infrastructure, tout comme la société, étaient anéanties par des dizaines d'années de luttes internes pour le pouvoir, de guerre et de guerre civile. A l'époque, le mouvement fondamentaliste musulman des talibans était maître d'environ 90% du pays et avait isolé le pays de la communauté internationale. C'est finalement l'accueil des auteurs des attentats du 11 septembre 2001 qui a provoqué la chute du régime des talibans. Une coalition internationale de forces, menée par les Etats-Unis et soutenue par l'Alliance du Nord (alliance de chef de tribus et de chefs de guerre afghans) a battu les forces des talibans.

En dépit de l'intégration des afghans dans cette opération, l'Afghanistan est resté un pays profondément bouleversé qui ne disposait plus de structures étatiques (sécurité intérieure, administration, ...) capables de fonctionner ni de règles de droit impératives. Jusqu'à ce jour, la reconstruction du pays a été rendue difficile par une économie nationale pratiquement inexistante, le problème persistant des tribus et des réfugiés², la corruption et le népotisme ainsi que les attaques et attentats incessants des groupes fondamentalistes musulmans contre l'*ISAF* et sa propre population.

Du 27 novembre au 5 décembre 2001, les entretiens sur l'Afghanistan ont eu lieu au Petersberg à Bonn sous l'égide des Nations Unies. La conférence s'est terminée par

l'accord dit « Accord de Bonn ». Celui-ci comprend, outre « l'Accord définissant les arrangements provisoires applicables en Afghanistan en attendant le rétablissement d'institutions étatiques permanentes » (soutenu par la résolution 1383 des Nations Unies du 06/12/2001), le document de base relatif à la création de l'« *International Security Assistance Force* » (*ISAF*). Ce document a vu le jour en vertu d'une résolution des Nations Unies (résolution 1386 des Nations Unies du 20/12/2001), sur demande des groupes afghans qui avaient participé à la conférence de Petersberg. Il doit favoriser le maintien de l'ordre et de la sécurité en Afghanistan, conformément au chapitre VII de la charte des Nations Unies.

L'approche PRT³

Depuis début 2002, la République fédérale d'Allemagne participe à la mission *ISAF* dans la région de Kaboul. La reprise du PRT KUNDUZ par la Bundeswehr, en octobre 2003, n'était pas seulement le premier pas vers le transfert de la responsabilité dans l'Afghanistan du Nord⁴ (*ISAF Regional Command North/RC North*), mais avant tout, la suite logique de la constatation qu'il n'y a pas de sécurité en Afghanistan sans reconstruction et, inversement, que la reconstruction ne peut réussir que dans un environnement sûr. C'est la raison pour laquelle l'engagement allemand est centré sur la reconstruction en milieu sécurisé et par des moyens civils,

de l'infrastructure ainsi que des structures économiques et sociales, dans un contexte où ce sont les succès militaires qui créent les conditions de réussite du développement. Cette approche est illustrée par la structure des deux PRT sous commandement allemand à Kunduz et à Faizâbâd où des militaires coopèrent avec des représentants d'autres ministères sous le commandement d'un officier et d'un diplomate allemand.

La majeure partie du personnel employé dans le cadre de l'engagement allemand en Afghanistan est fournie par les forces armées. Mais, outre les 4500 soldats de la Bundeswehr, plus de 2000 collaborateurs allemands, afghans et internationaux du ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ), plus de 100 agents de police allemands (dans le cadre de la mission de police EUPOL AFG) et quelques 80 employés du ministère fédéral des Affaires étrangères travaillent en Afghanistan. En neuf ans, depuis le début de la mission *ISAF* jusqu'à la fin de cette année, l'Allemagne aura investi plus de 1,2 milliards d'euros dans la reconstruction de l'Afghanistan, ce qui en fait le quatrième plus grand contributeur ; plus de 60 % de ces sommes sont investis dans la zone de responsabilité du RC-North.

Mais la « sécurité interconnectée » couvre un domaine beaucoup plus large que la seule « coopération interministérielle ». La mise en réseau des organisations gouvernementales et non-gouvernementales est nécessaire pour améliorer de façon durable la situation des populations en détresse dans les pays d'engagement. Cela requiert, d'un côté, que les militaires en mission extérieure disposent d'un large spectre de compétence interculturelle, qu'ils soient en mesure de raisonner selon une approche élargie voire politique tout en conservant leurs capacités militaires. De l'autre côté, les organisations non-gouvernementales (*NGO*) qui, parallèlement aux interventions militaires, fournissent de l'aide humanitaire et de l'aide au développement, doivent revoir leurs propres pratiques, en partie également leurs visions, et développer une approche cohérente de leur travail. C'est ce que demande, entre autres, la « *Welthungerhilfe* » (Agro-Action allemande) dans sa publication sur la « Coopération avec des forces militaires » (2008).

Pour améliorer la collaboration, il faut se rendre compte que les organisations militaires et civiles poursuivent les mêmes objectifs et que le succès ou l'échec des deux acteurs est en relation directe avec le succès de l'un des deux. Il est vrai toutefois que les deux mettent en œuvre des moyens et des capacités différents dans la poursuite de l'objectif commun. Le mot d'ordre est donc responsabilité commune mais compétences séparées.

Une contribution essentielle à la compréhension commune est fournie par les éléments pour la coopération civilo-militaire en OPEX des contingents de la Bundeswehr.

La coopération civilo-militaire en OPEX (CIMIC⁵, ZMZ/A)

Le CIMIC est représenté dans la Bundeswehr par un bataillon spécial qui est complètement axé sur les besoins opérationnels. Ainsi, des éléments CIMIC font partie intégrante de chaque contingent engagé par la Bundeswehr. Leur fonction principale est l'organisation des relations civilo-militaires. Mettant à profit leur expertise, ils informent, conseillent et soutiennent d'une part les organisations civiles et les acteurs des organisations gouvernementales nationales et des organisations non-gouvernementales sur place. Par leur action, ils visent à développer la compréhension pour les conditions, les possibilités mais aussi les limites de l'action militaire, y compris le soutien militaire au profit de la partie civile. D'autre part, les éléments CIMIC apportent leur soutien aux travaux de planification et dans la conduite des opérations.

L'objectif de leur action est la cohérence des efforts des différents acteurs, la mise en place d'une relation civilo-militaire et d'en assurer le bon fonctionnement ce qui comprend l'échange régulier d'informations sur les retombées (réciproques) de ces efforts.

L'assistance militaire de l'effort local de développement

L'association de la population afghane aux travaux et projets de reconstruction de l'infrastructure du pays contribue à l'objectif de faire fonctionner l'économie et, en même temps, d'établir un ordre social stable.

Or, une autorité publique viable a impérativement besoin d'une infrastructure de sécurité qui fonctionne de façon correcte. Comme l'exprime la lettre «A» (assistance) dans le sigle ISAF, les forces internationales ne sont pas là pour résoudre les problèmes des forces de sécurité afghanes à leur place. En effet, la mission de l'ISAF est l'assistance de l'Afghan National Army (ANA) et de l'Afghan National Police (ANP) ; une assistance active restera nécessaire à court et à moyen terme. A long terme, les forces de sécurité afghanes devront acquérir la capacité d'accomplir leurs tâches en toute indépendance, à l'instar de ce qui se fait dans le cadre de la reconstruction politique et économique.

C'est la raison pour laquelle des éléments des forces de l'ISAF sont chargés de l'instruction des forces militaires afghanes et des forces de police afghanes. L'Allemagne y participe au travers de l'action des

Operational Mentoring and Liaison Teams (OMLT) auprès du 209^{ème} corps d'armée ANA, de l'équipe d'instruction pour la formation élémentaire de l'ANA, des conseillers pour le soutien de la formation des officiers au sein de l'Afghan Defence University à Kaboul ainsi que par le biais de la formation d'officiers et d'aspirants afghans en Allemagne, fournissant ainsi une contribution importante à l'avenir de l'Afghanistan.

Ces mesures sont soutenues par un détachement d'instruction de police militaire pour la formation des ANP en Afghanistan du Nord et des aides en matière de finances et d'infrastructures (p.ex. construction d'une caserne ANA à Faizâbâd, des contributions annuelles à l'ANA Trust Fund pour la mise sur pied et le fonctionnement de l'Afghan National Army ou encore de l'aide personnelle et financière à la construction de l'école de logistique ANA à Kaboul et l'école d'application du génie ANA).

1 NB : Cet article rend l'opinion personnelle de l'auteur.

2 La durée de la présence de réfugiés et des structures qui en sont la conséquence, notamment dans la région frontalière du Pakistan avec l'Afghanistan, permet presque de parler d'un « problème de réfugiés institutionnalisé » qui est déstabilisant pour l'Etat.

3 PRT (Provincial Reconstruction Team) : équipe de reconstruction provinciale

4 L'ISAF Regional Command Nord comprend cinq PRT : Kunduz et Faizâbâd (sous commandement allemand), Mazar-e-Sharif (sous commandement suédoise), Maymaneh (sous commandement norvégienne) et Pol-e-Khomri (sous commandement hongroise).

5 Civil-military Cooperation.

TOUTES CES MESURES FONT L'OBJET D'UNE COORDINATION, À LA FOIS ENTRE L'ALLEMAGNE ET LES NATIONS ASSOCIÉES, MAIS ÉGALEMENT AU NIVEAU NATIONAL ENTRE LES DIFFÉRENTS MINISTÈRES INTÉRESSÉS ; LA RÉALISATION DE LA PLUPART DE CES ACTIONS SE FAISANT EN COOPÉRATION INTERMINISTÉRIELLE, DANS UN CADRE BI- OU MULTINATIONAL.

DANS CE CONTEXTE, «SÉCURITÉ INTERCONNECTÉE» NE SIGNIFIE PAS SEULEMENT AGIR EN COMMUN MAIS ÉGALEMENT, PENSER EN COMMUN ET CE, EN AYANT UNE VISION QUI S'ÉTEND LOIN AU-DELÀ DE L'HORIZON HABITUEL DE SA PROPRE ORGANISATION.

La cohérence du *corpus doctrinal* de l'armée de Terre à travers les documents fondateurs

(FT 01, FT 02, FT 03 et FT 04¹)

PAR LE COLONEL PHILIPPE BERNE/CDEF/DDo/CHEF DE DIVISION

2001 *Kaboul est libéré des talibans qui refluent vers le Sud. Huit ans plus tard pourtant, les rebelles agissent sur une bonne part du territoire afghan, le gouvernement est contesté, drogue et corruption gangrènent le pays et les forces de l'OTAN peinent à restaurer la sécurité. Cette situation de guerre intra-étatique, comme celle dont l'Irak tente péniblement de sortir, caractérise aujourd'hui les conflits.*

Les forces terrestres françaises, aux côtés de leurs alliés et des autres armées, sont ainsi engagées dans des actions de contre rébellion, face à un adversaire vivant au sein de la population et trop faible pour nous combattre frontalement. Il cherchera dès lors en permanence à contourner notre supériorité militaire par des actions de guérilla et de terrorisme. Il ne s'agit donc plus de viser l'écrasement de l'adversaire, mais davantage son effondrement, en le coupant de la population au sein de laquelle il agit et qui lui assure protection, soutien et légitimité.

Certes tous les engagements en cours ne présentent pas le même degré de violence que celle qui touche une part du théâtre afghan. Chaque situation est unique et impose des solutions adaptées. Cependant, l'objectif est désormais le retour à l'état de droit et l'action militaire ne peut plus se concevoir de manière isolée. La résolution des conflits passe alors par une action conjuguée d'acteurs étatiques locaux ou alliés et d'organisations non gouvernementales (ONG) agissant sur l'ensemble des leviers permettant de restaurer l'Etat : sécurité gouvernance, économie, mais aussi éducation, culture, ...

La population devient donc l'enjeu majeur des conflits, elle en est aussi le milieu. A la notion d'espace physique dans lequel agissent les forces terrestres succède donc la notion de milieu à la fois physique et humain, matériel et immatériel, qui devient le cadre des engagements en cours.

L'emploi des forces terrestres évolue en conséquence ; il en est de même de la doctrine, qui s'appuyant sur le RETEX², prend en compte les évolutions du contexte d'engagement.

La doctrine permet de répondre au besoin de disposer d'une compréhension commune des conditions d'engagement et des modalités d'emploi des forces qui en découlent. Elle intègre, par le prisme du retour d'expérience, les évolutions de la menace mais aussi des sociétés et des techniques, pour en tirer les conséquences en termes d'emploi opérationnel. La

doctrine est donc par essence provisoire et est, suivant le mot de Foch, un *« ensemble de principes fixes, mais à appliquer d'une façon variable, suivant les circonstances »*.

L'évolution doctrinale s'est traduite pour les forces terrestres par la rédaction successive de 4 documents clés³, les 4 « FT » répondant aux questions « quoi » (rôle pour les forces terrestres), « comment » (principes tactiques), « avec quoi » (contribution des armes aux opérations) et « avec qui » (commander en opération). Ces documents ont été à leur tour pris en compte progressivement dans l'ensemble du corpus doctrinal constitué des documents de doctrine de référence : documents de portée générale, manuels d'emploi, mémentos, ...).

Le rôle des forces terrestres dans les engagements d'aujourd'hui, réponse à la question « quoi » est ainsi présenté dans le document fondateur, FT01, Gagner la bataille, conduire à la paix, publié en janvier 2007. Il répond au besoin de l'armée de terre de définir sa compréhension des engagements d'aujourd'hui et de préciser ses grands principes d'action appliqués aux conflits probables. Le continuum des opérations tel qu'il se présente ci-dessous est maintenant la grille de référence pour décrire les opérations.

Ce schéma (page 44) montre que toute opération militaire passe par une phase initiale d'intervention, correspondant à l'entrée sur le théâtre, simple introduction de la force ou au contraire opération de coercition face à un ennemi symétrique ou dissymétrique. Cette phase, si elle indispensable, n'est pas suffisante dans les engagements probables, puisque c'est la stabilisation qui sera la phase décisive (et la plus longue). En effet, seule la phase de stabilisation permettra d'atteindre l'EFR (l'état final recherché), l'établissement des conditions nécessaires à la restauration d'un Etat de droit. Enfin la phase de normalisation est la phase du retour à la paix et à des conditions de vie « normale ».

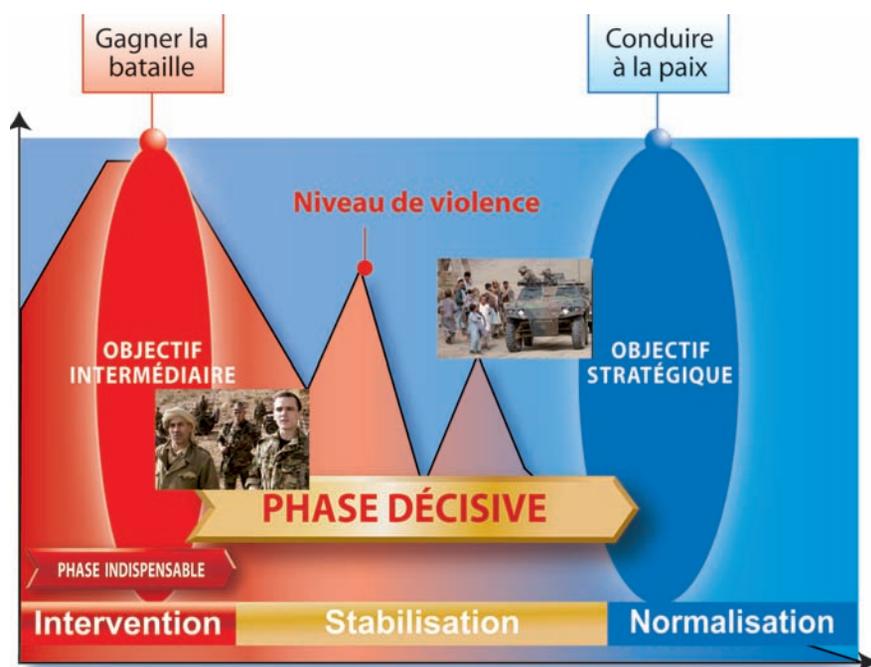


schéma repris dans FT 02 (Tactique générale)
 crédit photos : SIRPA Terre

Ce schéma s'applique parfaitement à l'intervention en Irak depuis 2003 où la mise hors de cause de l'armée de Saddam Hussein a correspondu à la phase d'intervention et où la recherche du ralliement de la population irakienne au nouvel ordre établi correspond à celle de stabilisation, avec des pics locaux de violence, comme à Falludja en 2004.

Le FT02, publié en 2008, a poursuivi la démarche entreprise en répondant, au niveau tactique, à la question du « comment ». De fait, c'est à un véritable renouveau de la tactique et de l'art de la manœuvre que contribue *Tactique générale* (FT02). Il prend acte des nouvelles conditions dans lesquelles sont menées les opérations militaires et présente, outre les principes tactiques demeurés pérennes, ceux qui ont dû être adaptés au nouveau contexte.

Confrontés à l'incapacité des forces américaines de venir à bout de l'insurrection irakienne et sous l'impulsion notamment du général Petraeus, l'armée de Terre américaine s'est engagée dans une véritable remise en cause de ses principes d'emploi la conduisant à la rédaction d'une doctrine de la *counter insurgency*. Devant les résultats obtenus, ces idées ont irrigué toute l'armée américaine qui a connu ainsi une véritable « révolution doctrinale ».

Avec la guerre au sein des populations et la nécessité de contrôler le milieu dans la durée, la tactique, source de la manœuvre, reprend ainsi toute sa place. Elle vise désormais non plus seulement à *contraindre l'adversaire* mais aussi à contrôler le milieu et à *influencer les perceptions*, tant l'enjeu est d'abord la population et les opinions locales, nationales et internationales. Ces trois finalités tactiques reprises dans le FT03 élargissent ainsi le spectre de l'action des forces

D
R
O
I
T

I
N
T
E
R
N
A
T
I
O
N
A
L

P
A
I
X

terrestres et notamment leur contribution à ce volet clé que constituent les actions d'influence au niveau tactique. Si les grands principes de la guerre⁴ demeurent, deux corollaires nouveaux s'imposent alors : la légitimité de l'action et sa réversibilité qui s'oppose à la logique de l'escalade de la violence.

Dans ce contexte, où la menace est diffuse et où la destruction de l'adversaire ne constitue pas une fin en soi, *l'approche indirecte* est à privilégier. Elle s'appuie sur une manœuvre globale prenant en compte l'ensemble des leviers d'action possibles pour s'attaquer aux sources de puissance de l'adversaire en identifiant leurs vulnérabilités tout en protégeant la population. L'action militaire dans

les opérations de stabilisation est ainsi axée sur la sécurisation. *Contre rébellion, contrôle de zone* ou encore *interposition* deviennent des modes d'action usuels des forces terrestres.

Le périmètre de l'action des différentes armes et fonctions opérationnelles s'élargit. Ainsi, le renseignement n'est plus seulement centré sur la connaissance de l'adversaire mais sur la compréhension d'ensemble des acteurs du conflit.

Le document sur *Les finalités tactiques* (FT03) est en cours de rédaction ; il s'appuie sur la description des opérations définie dans le FT01 ainsi que sur les principes tactiques du FT02 pour définir la contribution des différentes armes aux opérations. Il sera donc le document « chapeau » de toutes les doctrines d'arme, présentant à la fois les finalités tactiques « *contraindre l'adversaire* », « *contrôler le milieu* » et « *influencer les perceptions* » et les aptitudes majeures indispensables à toute force déployée, à savoir « *décider et maîtriser l'information* » et « *soutenir l'action* ».

La rédaction d'un quatrième document, *Commander en opération* (FT04) est en cours d'achèvement. Il adaptera dans le domaine du commandement les principes définis dans les documents précédents. Prenant en compte le nouveau contexte des opérations décrit dans le FT01, les principes et finalités tactiques décrits dans les FT02 et FT03, il en tire les conséquences pour le chef engagé en opération et décrit les fondamentaux qu'il doit avoir acquis. En matière de forme de commandement, il privilégie le commandement par objectif, bien adapté à l'approche indirecte et décrit les principes du commandement ainsi que les qualités du chef en opération.

La démarche d'adaptation du corpus doctrinal aux engagements en cours, à dominante stabilisation, est désormais bien avancée. Les FT03 et FT04 devraient être achevés en fin du premier semestre 2010.

Cependant, le processus de réflexion/rédaction doctrinale ne s'arrête évidemment jamais. Un nouveau document clé, le concept d'emploi des forces aéroterrestres, en cours de rédaction, coiffera par le haut les 4 «FT» et prendra en compte les éléments nouveaux définis dans le cadre des travaux de l'OTAN ou au niveau national⁵. Ces documents inspirent à leur tour les manuels d'emploi. De même, le RETEX des engagements impose des évolutions doctrinales, notamment aux bas niveaux tactiques⁶. Demeure une certitude, la doctrine participe à la capacité opérationnelle des forces, elle en est même un facteur clé, car elle est par excellence, l'outil de l'efficacité par la cohérence.

1 FT = Forces Terrestres.

2 RETEX = retour d'expérience, c'est-à-dire leçons apprises et enseignements tirés.

3 Des 4 FT, les FT03 et FT04 sont encore en cours de rédaction.

4 Liberté d'action, concentration des efforts et économie des moyens.

Le concept d'emploi des forces armées, de 2009, définit trois fondements «légitimité», «maintien de la cohérence des buts» et «réversibilité» et cinq principes «liberté d'action ou préservation de l'initiative», «concentration des efforts ou convergence des actions», «économie des moyens ou juste suffisance», «surprise ou exploitation des vulnérabilités adverses» et «maîtrise de l'emploi de la force et préparation de la sortie de crise».

5 Livre Blanc, concept d'emploi des forces armées

6 Protection des FOB (bases avancées), des convois effort renseignement aux bas niveaux tactiques,...

GTIA Kapisa, *Task Force Tiger* : l'épreuve de la guerre contre-insurrectionnelle dans les montagnes d'Afghanistan

PAR LE COLONEL NICOLAS LE NEN/CENTRE DES HAUTES ÉTUDES MILITAIRES/COMITÉ A

La mission du groupement tactique interarmes Kapisa – *Task Force Tiger* qui s'est déroulée de décembre 2008 à juin 2009 a constitué le premier engagement de haute intensité des unités de la 27^{ème} brigade d'infanterie de montagne française dans une guerre contre-insurrectionnelle depuis la guerre d'Algérie.

Dans un terrain et face à un ennemi taillé à la mesure de leurs capacités spécifiques, la valeur au combat des soldats de montagne ne s'est jamais démentie. Haut niveau physique et technique, intelligence tactique, volonté de vaincre, toutes ces qualités fondatrices des succès en Kapisa ont été forgées au cours d'un entraînement acharné, mené principalement dans les massifs montagneux des Alpes et dans les camps d'entraînement de l'armée de Terre.

Situées à des altitudes comprises entre 1500 mètres et 2800 mètres, les vallées de la Kapisa présentent toutes les caractéristiques physiques classiques d'une zone de combat montagneuse : relief compartimenté obligeant à adopter des dispositifs morcelés, fonds de vallée très cloisonnés concentrant tous les axes carrossables, versants escarpés offrant une multitude de sites d'embuscade, de caches, de postes de combat et d'observation lointaine.

La période hivernale marquée, de début décembre à fin mars, par un enneigement permanent au dessus de 2000 mètres d'altitude, vient accentuer encore les difficultés de déplacement inhérentes à ce type de terrain. Les éboulis et les nombreuses

pentes qui surplombent les barres rocheuses deviennent autant de pièges pour ceux qui ne parviennent pas à décrypter les dangers objectifs que recèlent ces montagnes aux apparences débonnaires. Contrairement aux idées reçues, les insurgés ne marquent pas de pause opérationnelle pendant l'hiver. Originaires pour la plupart de la province, ils continuent de défier la force et tentent de renforcer leur main mise sur la population. Les soldats de la *Task Force Tiger* ont été au contact de l'ennemi très régulièrement au cours de la saison hivernale.



La neige ne gêne pas les déplacements des insurgés qui continuent de basculer d'une vallée à une autre. Les soldats du GTIA Kapisa ont retrouvé de nombreuses traces à l'occasion de leurs patrouilles sur les crêtes enneigées des contreforts de l'Indu Kusch.

Dans un tel terrain, les deux qualités fondamentales des soldats de montagne, porter lourd et longtemps et avoir le pied alpin, ont permis de conduire des opérations ambitieuses et efficaces. La réussite des manœuvres dépendait très directement du haut niveau physique de tous les combattants. Dans ce domaine qui constitue le fondement de toute opération en montagne, l'entraînement foncier conduit de façon très rigoureuse pendant toute la durée de la préparation a porté ses fruits. Il s'est avéré indispensable tant les charges transportées par les soldats de montagne étaient importantes : de 35 à 50 kilos en fonction du type d'armement servi : FAMAS, Minimi, AA 52, PGM, ERYX, MILAN.

La capacité à s'emparer et à tenir dans la durée « les grandes et les petites hauteurs » des versants ont permis de limiter la capacité de manœuvre de l'ennemi. Il s'est agi en contrôlant les parties hautes du terrain, non seulement de cloisonner l'ennemi mais aussi de prendre sur lui l'ascendant psychologique. Cette manœuvre dans les trois dimensions du terrain a démultiplié l'efficacité des effets tactiques principaux qui ont toujours été appliqués dans les fonds des vallées.

L'opération *Dinner out* qui a permis entre le 12 et le 24 mars 2009 de reprendre le contrôle du fond de la vallée d'Alasay, a constitué le point d'orgue du mandat de la *Task Force Tiger*.

Cette opération a été l'occasion de valider la pertinence d'un certain nombre de principes tactiques de la guerre en montagne⁴. En s'assurant le contrôle des sommets dominant la partie sud de la vallée par un hélicoptage de la 4^{ème} compagnie de combat sur les crêtes du Gala Kuhe, le GTIA Kapisa et le 1^{er} kandak de la 3^{ème} brigade de l'ANA, ont pu attaquer en sûreté les positions retranchées des insurgés dans le fond de la vallée.

De même, la superposition de moyens aériens puissants et variés : drone Prédateur, bombardier B1 B, avions d'attaque F 15-E et A 10, hélicoptères de combat AH 64-Apache et OH 58-Kiowa, associés aux moyens de combat au sol, AMX 10 RC, mortiers de 81 et de 120 mm, ont permis de tisser une véritable matrice capable de délivrer en permanence des feux complémentaires et précis.

Enfin, l'hélicoptage de deux sections de combat à l'aplomb du *district center* d'Alasay qui était l'objectif ultime de l'attaque de la *Task Force* a fait peser dès l'engagement des forces alliées dans la vallée, une menace permanente sur les arrières des insurgés.

Face à un ennemi natif de ces vallées que l'on peut qualifier de guérillero montagnard, cette utilisation complémentaire des parties hautes et basses du terrain était indispensable. Raisonnant comme les insurgés de la Kapisa, il était essentiel que la manœuvre soit conçue dans les trois dimensions du terrain. Ignorer que l'ennemi place ses postes d'observation et de commandement à proximité immédiate des crêtes, fait transiter la majeure partie de ses renforts et de ses flux

logistiques par les cols les plus escarpés, installe les butoirs de ses embuscades sur les parties médianes des versants et applique ses feux dans des *kill zones* situées à leurs pieds, aurait eu des conséquences probablement dramatiques sur les opérations.

La complexité de ce terrain montagneux autant que l'habileté manœuvrière de l'ennemi ont exigé également une coopération interarmes et interarmées développée jusqu'aux plus bas échelons tactiques.

Celle-ci a trouvé tout son sens au travers de la remarquable complémentarité des moyens d'acquisition du renseignement, d'observation, de feux et de mobilité offerts par les différentes unités du GTIA. Fantassins, cavaliers, sapeurs, artilleurs, transmetteurs, traqueurs d'ondes, équipes de recherche ont su unir leurs capacités particulières pour créer les conditions du succès des opérations. Cette véritable symbiose interarmes n'a été possible que par une coopération qui a débuté dès la préparation de la mission. Elle a aussi été grandement facilitée par une culture tactique, une ouverture d'esprit et un sens de la camaraderie forgés à l'école de la montagne et qui constituent ce que les Anciens appelaient « l'esprit montagne ». C'est par le biais de cet esprit montagne autant que par la volonté de montrer aux chefs opérationnels et aux alliés toute la qualité des troupes de montagne françaises, que très rapidement les chasseurs alpins, les cavaliers de cimes, les sapeurs légionnaires et les artilleurs de montagne se sont très vite fondus dans le moule unique des tigres de la Kapisa.

Cette coopération interarmes et interarmées a aussi trouvé toute sa raison d'être au travers de l'enjeu central de cette guerre de contre-insurrection : la conquête des cœurs et des esprits de la population. L'objectif prioritaire de toutes les opérations a donc été de rallier les habitants de la Kapisa à la cause du gouvernement démocratiquement élu, soutenu par les forces de la coalition. Il a exigé que soient menées de front au cours des mêmes opérations, des actions coercitives et non coercitives. En mars 2009, pendant les dix jours des combats d'Alasay, trois opérations *CIMIC* ont été conduites dont la première eût lieu 48 heures à peine après la prise du village. De même, cette conquête des cœurs et des esprits a obligé à ajuster strictement le degré de violence des modes d'action aux buts opérationnels. Toute la très large palette des armements et des munitions a été utilisée, de la bombe d'avion d'une tonne à la balle de fusil de 5,56 mm, en fonction des degrés de violence, des contacts avec l'ennemi et de la configuration du terrain. En effet, dans l'esprit de la population locale, pour des raisons à la fois culturelles et vénales, tout dégât collatéral est d'emblée à imputer aux forces de la coalition. La *Task Force* a donc privilégié une approche globale de la guerre de contre-insurrection, traduite notamment par la mise en œuvre de trois lignes d'opération complémentaires : sécurité, gouvernance et développement.

Au cours des différentes missions menées par le GTIA, les matériels et les équipements ont démontré toute leur efficacité. Les véhicules de l'avant blindé grâce à un gabarit raisonnable par rapport à celui des MRAP US, ont permis d'atteindre tous les fonds de vallée. Les véhicules à haute mobilité, déployés pour la première fois en Afghanistan et qui

ont subi à cette occasion leur baptême du feu, ont apporté un incontestable surcroît de mobilité grâce à des dimensions encore plus réduites que celles du VAB et une charge au sol mieux répartie. Les VHM ont ainsi offert aux sections de combat des capacités d'infiltration supplémentaires, un appui feu au plus près des zones de combat et la protection induite par un déplacement possible en dehors de pistes régulièrement piégées.

Dans le domaine de l'armement, les canons de 20 mm des VAB C 20, les PGM des tireurs d'élite, les vénérables mitrailleuses AA 52 de calibre 7.62 mm et les missiles MILAN ont été les armes les plus létales. Profitant d'une végétation beaucoup moins fournie qu'au printemps et en été et de leur aptitude à contrôler les parties hautes des vallées, les chasseurs alpins ont utilisé les MILAN comme arme anti infrastructure contre les postes de combats des insurgés. Les 14 missiles tirés par la *Task Force* ont causé des pertes importantes à l'ennemi.

Les équipements individuels parmi lesquels les gilets pare-balles PARACLETE, les nouveaux treillis Felin T3, et autres chaussures de montagne, treillis neige ou masques balistiques (...) se sont révélés être parfaitement adaptés aux conditions des combats menées par les alpins. Ces matériels leur ont permis d'être équipés aux meilleurs standards des armées occidentales.

Mais tous ces enseignements techniques et tactiques ne sauraient expliquer à eux-seuls les succès enregistrés.

Quel que soit le niveau technologique de ses protagonistes, la guerre reste avant tout un affrontement des volontés selon la définition de la guerre probablement la moins connue de Clausewitz et pourtant la plus vraie. L'ardeur à se battre et la détermination à ne jamais subir le combat ont été les raisons essentielles qui ont permis de prendre un ascendant psychologique décisif sur les insurgés.

La rude école de la guerre en montagne a démontré tous ses bienfaits sur les qualités morales du soldat, lui permettant de surmonter les risques du combat et les difficultés du terrain.

¹ *Guerre en montagne. Renouveau tactique* Hervé de Courrèges, Pierre-Joseph Givre et Nicolas Le Nen, (Economica, Paris, 2006).



ADJ Maria CARQUEJEIRO/EMF2

DOCTRINE TACTIQUE

